

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1418

4 juin 2015

SOMMAIRE

Crystal GP S.à.r.l.	68057	Premium Kaufhaus Immobilien Holding B S.à r.l.	68027
N4O	68019	Préve-Nantes	68027
NOCLANA Spf S.A.	68019	Prewos 1 S.à r.l.	68028
Nucleus Gestion S.à r.l.	68018	Priapos Invest SPF S.A.	68028
Ocean Dream S.A.	68020	Propharma-Developpement S.à r.l.	68018
Oceaneering Luxembourg S.à r.l.	68020	Pylio S.à r.l.	68028
OL, 3 SA	68020	PythAgoria Sàrl	68028
Ona Production S.à r.l.	68021	Red Holdings SCA	68031
OptiWorld S.à r.l.	68020	Rhombe S.A.	68057
Orning Coaches A.G.	68024	River Plaza Holdco S.à r.l.	68036
Orning Coaches A.G.	68024	Rock-It Cargo International S.à r.l.	68036
PALANI Design S.A.	68029	Rock-It Cargo International S.à r.l.	68041
PALANI Design S.A.	68029	Roland HACK ET Cie, s.e.n.c.	68042
Pareto Sicav	68029	Romafi S.A.	68058
Parghito S.A.	68029	Roxanne International S.à r.l.	68059
Patrimoine Chamois S.A.	68030	Sachwert Verbriefungen S.A.	68042
Petercam Capital	68025	Sagrelux S.A.	68063
Petercam L Fund	68030	Santa Barbara Properties S.à r.l.	68063
Pharmatec S.A.	68031	S.C. First Ventures S.A.	68057
PH Investissement S.à r.l.	68030	SCI Kise	68064
Pierre de Quetigny S.à r.l.	68031	Sette S.à r.l.	68056
Pierre PAULUS LUX S.à r.l.	68025	Shaftesbury GP 2 S.à r.l.	68057
Pierrot, S.A. SPF	68025	Shane Corporation S.à r.l.	68059
Pingouin S.A.	68026	Sieberath International Consulting	68060
Pleimo S.A.	68031	S.I.F. International Holding S.A.	68059
Post Telecom PSF S.A.	68026	S.I.P. S.A.	68059
Post Telecom PSF S.A.	68027	Sphynx 2 S.à r.l.	68061
P&P Gusto S. à r.l.	68025		

**Propharma-Developpement S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Nucleus Gestion S.à r.l.).**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 139.177.

L'an deux mil quinze, le vingt-sept mars.

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange,

A comparu:

- NUCLEUS INVEST S.à r.l. SPF, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, qualifiée comme société de gestion de patrimoine familial au sens de la Loi SPF, ayant son siège social à L-2453 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 19, rue Eugène Ruppert, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.240,

représentée par son gérant unique, Monsieur Vincent J. Derudder, administrateur de sociétés, demeurant à L-1126 Luxembourg, 20, rue d'Amsterdam,

Lequel comparant, agissant comme ci-avant, a exposé au notaire:

Que la société «NUCLEUS GESTION S.à r.l.», ayant son siège social à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert, (ci-après la «Société») a été constituée sous la dénomination «MF Conseils (Luxembourg) S.à r.l.» suivant acte reçu par le notaire Alex Weber, de résidence à Bascharage, en date du 30 mai 2008, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 1597 du 28 juin 2008,

modifiée suivant actes reçus par le notaire instrumentant:

- en date du 30 janvier 2009, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 707 du 1^{er} avril 2009,

- en date du 9 février 2010, publié audit Mémorial C, Numéro 813 du 20 avril 2010,

- en date du 12 octobre 2010, publié audit Mémorial C, Numéro 2638 du 2 décembre 2010,

- en date du 3 mai 2012, publié audit Mémorial C, Numéro 1547 du 20 juin 2012, et en dernier lieu,

- en date du 25 mars 2014, publié audit Mémorial C, Numéro 1512 du 12 juin 2014,

Qu'elle est inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg section B sous le numéro 139.177;

Qu'elle a un capital social de douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR) représenté par six cent vingt-cinq (625) parts sociales d'une valeur nominale de vingt euros (20,- EUR) chacune;

- Que la comparante est la seule et unique associée (l'"Associée Unique") en vertu des statuts publiés comme prédit ou des actes de cession de parts régulièrement consentis.

Sur ce, la comparante, telle que représentée, seule et unique associée de la société à responsabilité limitée "NUCLEUS GESTION S.à r.l." se réunissant en lieu et place de l'assemblée générale des associés, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associée Unique décide d'étendre l'objet social de la Société et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts, comme suit:

« **Art. 2.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises dans le secteur de la santé, du bien être et/ou de l'alimentation responsable luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés filiales ou affiliées. La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, mobilières, commerciales et industrielles qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.»

Deuxième résolution

L'Associée Unique décide de changer la dénomination sociale de la Société de «NUCLEUS GESTION S.à r.l.» en «PROPHARMA-DEVELOPPEMENT S.à r.l.» et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts, comme suit:

« **Art. 4.** La société à responsabilité limitée prend la dénomination de «PROPHARMA-DEVELOPPEMENT S.à r.l.». Plus rien n'étant à l'ordre du jour le présent procès-verbal est clos.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: V. J. Derudder, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 1^{er} avril 2015. Relation: 1LAC/2015/10155. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 13 avril 2015.

Référence de publication: 2015055880/64.

(150063346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

N40, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 12, avenue du Rock'n'Roll.

R.C.S. Luxembourg B 104.297.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires en date du 9 avril 2015

Les actionnaires de la société ont décidé de transférer, avec effet au 9 avril 2015, le siège social de la société de L-4289 Esch/Alzette, 13 Quartier à L-4361 Esch/Alzette, 12 avenue du Rock'n'Roll.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 13 avril 2015.

Pour extrait conforme

Maitre Michel Vallet

Les actionnaires

Référence de publication: 2015055882/15.

(150063536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

NOCLANA Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 162.932.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 31 mars 2015

Le Conseil d'administration accepte la démission en tant qu'administrateur de Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg avec effet immédiat.

En date du 31 mars 2015, le Conseil d'administration coopte en remplacement Monsieur Luigi Maula, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Le Conseil d'administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- Lux Konzern S.à r.l. ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, dont le représentant permanent est Monsieur Peter van Opstal, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg

- Lux Business Management S.à r.l., ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, dont le représentant permanent est Monsieur Christian Knauff, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg

- Luigi Maula, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015055879/25.

(150063744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Oceaneering Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 166.108.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Oceaneering Luxembourg S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015055884/11.

(150063689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

OptiWorld S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 195.542.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 14 avril 2015.

Référence de publication: 2015055886/10.

(150063980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Ocean Dream S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 114.324.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OCEAN DREAM S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2015055889/12.

(150063909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

OL, 3 SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8150 Bridel, 14, rue de la Sapinière.
R.C.S. Luxembourg B 125.294.

L'an deux mil quinze, le vingt-six mars.

Par devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederaanven, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme OL, 3 SA, avec siège social au 10 rue des Maraîchers, L - 2124 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 125294, constituée suivant acte reçu par le notaire Frank Molitor, alors de résidence à Dudelange en date du 9 mars 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 922 du 19 mai 2007 (la "Société").

Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire Frank Molitor, précité en date du 6 novembre 2013, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 73 du 9 janvier 2014.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Sophie Mathot, employée privée, demeurant professionnellement à Senningerberg,

qui désigne comme secrétaire Madame Sylvie Ramos, employée privée, demeurant professionnellement à Senningerberg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Sophie Mathot, précitée.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la Société du 10 rue des Maraîchers, L - 2124 Luxembourg au 14 rue de la Sapinière L - 8150 Bridel;

2. Modification subséquente du premier paragraphe de l'article 3 des statuts de la Société.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, a été contrôlée et signée par les membres du bureau.

Resteront annexées aux présentes les éventuelles procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées „ne varietur“ par les comparants et le notaire aux fins d'enregistrement.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale des actionnaires décide de transférer le siège social de la Société du 10 rue des Maraîchers, L - 2124 Luxembourg au 14 rue de la Sapinière L - 8150 Bridel.

Deuxième résolution:

A la suite de la résolution qui précède, le premier paragraphe de l'article 3 des statuts de la Société est modifié et aura la teneur suivante:

Art. 3. §1. "Le siège social est établi dans la commune de Kopstal. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune du siège social par décision du conseil d'administration. Le siège social peut être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires délibérant comme en matière de modifications des statuts."

Toutes les résolutions qui précèdent ont été prises chacune séparément et à l'unanimité des voix.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président prononce la clôture de l'assemblée.

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de mille euros (EUR 1.000).

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Sophie Mathot, Sylvie Ramos, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 2 avril 2015. 1LAC / 2015 / 10425. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 10 avril 2015.

Référence de publication: 2015055891/61.

(150063480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Ona Production S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6415 Echternach, 7, rue Breilekes.

R.C.S. Luxembourg B 196.062.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünfzehn den dritten April.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, im Amtssitz in Junglinster, Grossherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

1.- Herr Loan CHIRA, Handelskaufmann, geboren in Tasnad (Rumänien), am 15. Juli 1961, wohnhaft mit Berufsadresse in L-6415 Echternach, 7 rue Breilekes, und

2.- Frau Dr. Livia ONA geb. CHIRA, Humanmediziner, geboren in Tasnad (Rumänien), am 5. April 1952 wohnhaft mit Berufsadresse in L-6434 Echternach, 33, rue André Duchscher,

beide hier vertreten durch Frau Dr. Andrada ONA, Humanmediziner, geboren in Klausenburg (Rumänien), am 19. Januar 1975 wohnhaft mit Berufsadresse in L-6415 Echternach, 7, rue Breilekes, auf Grund von 2 (zwei) privatschriftlichen

Vollmachten, welche nach „ne varietur“ Signatur, durch die Bevollmächtigte und den amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigebogen bleiben.

Welche Komparenten, handelnd wie eingangs erwähnt, erklären zwischen ihnen und allen denjenigen welche im Nachhinein Gesellschafter werden könnten, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts gründen zu wollen, welche den Bestimmungen des Gesetzes über Handelsgesellschaften und der vorliegenden Satzung unterliegt.

SATZUNG

Art. 1. Der Gesellschaftsname lautet ONA PRODUCTION S.à r.l.

Art. 2. Gegenstand und Zweck der Gesellschaft ist

- das Betreiben eines Designerunternehmens, das Entwerfen und Planen von Kleidern, Modeartikel, Möbel und Dekorationsartikel und Gebrauchsgegenständen im Allgemeinen;
- die Herstellung von Kleidern, Modeartikel, Möbel und Dekorationsartikel,.. der Einzel- und Großhandel von und mit Textilien, Kleidern, Modeartikel, Möbel und Dekorationsartikel sowie Waren sämtlicher Art;
- die Beratung von Unternehmen in der Herstellung und Entwicklung von Textilien, Kleidern, Modeartikel, Möbel und Dekorationsartikel;
- das Erbringen von Dienstleistungen im Allgemeinen.

Die Gesellschaft kann Unternehmen gleicher oder ähnlicher Art übernehmen, vertreten und sich an solchen Unternehmen beteiligen.

Es ist der Gesellschaft gestattet Franchiserechte zu gewähren, wahrzunehmen oder zu veräußern.

Es ist des Weiteren der Gesellschaft gestattet Patente, Marken und intellektuellen Besitz im Allgemeinen zu erwerben oder herzustellen und zu verwerten.

Fernerhin ist es der Gesellschaft gestattet sämtliche mobiliare und immobiliare Geschäfte auszuführen, die zur Vervollkommnung des Hauptgesellschaftszweckes dienlich sein können. In dieser Hinsicht kann die Gesellschaft sich kapitalmäßig oder auch sonstwie an in- und ausländischen Unternehmen beteiligen.

Generell ist es der Gesellschaft gestattet ihre Tätigkeiten sowohl im Inland als auch im Ausland zu entfalten.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet vom heutigen Tage an gerechnet.

Sie kann durch Beschluss des alleinigen Gesellschafters, oder, im Falle von mehreren Gesellschaftern, durch Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter, welche mit der zur Änderung der Satzung erforderlichen Mehrheit beschließen, aufgelöst werden.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Echternach. Er kann durch Beschluss einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung an jeden anderen Ort des Großherzogtums verlegt werden. Die Adresse kann innerhalb der Gemeinde des Gesellschaftssitzes durch einfachen Beschluss der Gesellschafter oder des/der Geschäftsführer verlegt werden.

Es ist der Gesellschaft des Weiteren gestattet Niederlassungen, Büros, Zweigstellen oder Vertretungen durch einfachen Beschluss des/der Geschäftsführer oder der Gesellschafter sowohl im In- als auch im Ausland zu errichten.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert (12'500,00) Euro eingeteilt in einhundert (100) Anteile zu je einhundertfünfundzwanzig (125,00) Euro.

Art. 6. Im Falle eines alleinigen Gesellschafters ist die Anteilabtretung durch den alleinigen Gesellschafter frei. Im Falle von mehreren Gesellschaftern sind die Anteile zwischen Gesellschaftern, im Rahmen der jeweils gehaltenen Gesellschaftsanteile frei übertragbar.

Bei mehreren Gesellschaftern sind Anteilübertragungen unter Lebenden an Nichtgesellschafter nur mit dem vorbe dingten Einverständnis der Gesellschafter, welche wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, möglich. In jedem Fall besitzen die anderen Gesellschafter im Verhältnis der von Ihnen gehaltenen Anteile ein Vorkaufsrecht.

Bei Todesfall können die Anteile an Nichtgesellschafter, außer wenn es sich um den überlebenden Ehepartner oder den/ die Erben handelt denen ein Pflichtteil zusteht, nur mit der ausdrücklichen Zustimmung der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel der den Überlebenden gehörenden Anteile vertreten, übertragen werden.

Jede Anteilübertragung an Nichtgesellschafter unterliegt ferner einem Vorzugsrecht zu Gunsten der anderen Gesellschafter.

Im Falle, dass die Parteien keine Einigkeit über den zwischen ihnen zu zahlenden Preis erzielen, wird, gemäß den Bestimmungen von Artikel 189 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, der Wert eines Anteils auf Basis der letzten drei Handelsbilanzen der Gesellschaft bewertet.

Zählt die Gesellschaft weniger als drei Geschäftsjahre, wird der Wert auf Grund der Handelsbilanz(en) der bestehenden Geschäftsjahre bewertet. Zu diesem Zweck benennt jede Partei einen Gutachter, die, ihrerseits einen dritten Gutachter benennen, für den Fall, wo beide Gutachter keine Einigkeit über den zu zahlenden Preis erlangen.

Sollte bei einem oder mehreren Gesellschaftern, die eine juristische Person sind, die wirtschaftlichen Nutznießer oder Berechtigten in einer Weise ändern, die den jetzigen wirtschaftlichen Nutznießern oder Berechtigten weniger als einund-

fünfzig (51%) Prozent der Stimmrechte in dieser juristischen Person zugestehen, wird dies mit einer Veräußerung der Gesellschaftsanteile im Sinne von Absatz zwei gleichgesetzt.

Diese Veränderung muss der Gesellschaft und den verbleibenden Gesellschaftern mit geteilt werden.

Art. 7. Weder Tod, Verlust der Geschäftsfähigkeit, Konkurs noch Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters lösen die Gesellschaft auf. Die Gesellschaftsanteile sind unteilbar und unpfändbar.

Sollten die Besitzverhältnisse von Gesellschaftsanteilen strittig oder unklar sein, ruhen die Stimmrechte dieser Anteile so lange, bis der Gesellschaft ein Vertreter der Besitzer der Anteile mitgeteilt wird, der in ihrem Namen an den Abstimmungen teilnehmen kann.

Art. 8. Gläubiger, Berechtigte oder Erben eines Gesellschafters können in keinem Fall Antrag auf Siegelanlegung am Gesellschaftseigentum oder an den Gesellschaftsunterlagen stellen.

Art. 9. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern geleitet, welche nicht Gesellschafter sein müssen und welche von dem einzigen Gesellschafter oder durch die Generalversammlung aller Gesellschafter, ernannt werden. Der oder die Geschäftsführer sind jederzeit abrufbar.

Die jeweiligen Befugnisse des oder der Geschäftsführer, sowie die Dauer deren Mandats werden bei ihrer Ernennung festgelegt.

Die Gesellschaft wird in allen Bereichen rechtsgültig verpflichtet durch die Unterzeichnung des oder der Geschäftsführer im Rahmen der ihm oder ihnen erteilten Befugnisse.

Es ist dem oder den Geschäftsführer gestattet Vollmachten auszustellen.

Art. 10. Bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen die Geschäftsführer keine persönlichen Verpflichtungen ein. Als Beauftragte sind sie nur für die Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 11. Jeder Gesellschafter ist stimmberechtigt, ganz gleich wie viele Anteile er hat. Er kann so viele Stimmen abgeben wie er Anteile innehat. Jeder Gesellschafter kann sich regelmäßig bei der Generalversammlung auf Grund einer Sondervollmacht vertreten lassen.

Art. 12. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 13. Am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung.

Art. 14. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz, während der Geschäftszeit Einsicht in die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Art. 15. Der nach Abzug der Kosten, Abschreibungen und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar.

Fünf Prozent dieses Gewinnes werden der gesetzlichen Reserve zugeführt bis diese zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Art. 16. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren, von dem einzigen Anteilinhaber oder von der Generalversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Der einzige Anteilinhaber oder die Generalversammlung legen deren Befugnisse und Bezüge fest.

Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweist der Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen. Der amtierende Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am einunddreißigsten Dezember zweitausendfünfzehn.

Zeichnung der Anteile

Die Stammeinlagen wurden wie folgt gezeichnet:

- Frau Dr. Livia ONA geb.CHIRA, vorbenannt	25 Anteile
- Herr Ioan CHIRA, vorbenannt	75 Anteile
Total der Anteile	100 Anteile

Sämtliche Anteile wurden vollständig und in bar von dem vorgenannten Komparenten, alleiniger Gesellschafter einbezahlt und gezeichnet, so, dass die Summe von zwölftausendfünfhundert (EUR 12.500,00) Euro der Gesellschaft zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen und von diesem ausdrücklich bestätigt wurde.

Kosten

Die Kosten und Gebühren, welcher Form es auch sein mögen, die zur Gründung der Gesellschaft zu ihrer Last sind, werden auf eintausend Euro abgeschätzt.

Ausserordentliche Generalversammlung

Und sofort nach Gründung der Gesellschaft haben sich die Anteilhaber, in einer außerordentlichen Generalversammlung zusammengefunden, indem sie erklären auf eine vorangehende Einladung zu verzichten, und haben einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Die Adresse der Gesellschaft befindet sich in L-6415 Echternach, 7, rue Breilekes.

Die Zahl der Geschäftsführer wird auf eins (1) festgelegt.

Zur alleinigen Geschäftsführerin für unbestimmte Dauer wird ernannt:

Frau Dr. Andrada ONA, Humanmediziner, geboren in Klausenburg (Rumänien), am 19. Januar 1975 wohnhaft mit Berufsadresse in L-6415 Echternach, 7, rue Breilekes.

Die Befugnisse des Geschäftsführers unterliegen keiner Begrenzung.

Die Gesellschaft wird in allen Bereichen rechtsgültig durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers verpflichtet und vertreten.

Es ist dem Geschäftsführer gestattet Direktoren oder Prokuristen zu ernennen und deren Befugnisse festzulegen.

Es ist des Weiterem dem Geschäftsführer gestattet Bankkonten zu eröffnen respektive zu schließen, Hypotheken zu geben oder entgegen zu nehmen, Garantien zu stellen oder entgegen zu nehmen, sowie Verträge und Verpflichtungen im Namen der Gesellschaft einzugehen, die über die tägliche Geschäftsführung hinausgehen.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Loan CHIRA, Livia ONA, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 08 avril 2015. Relation GRE/2014/2960. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015055892/145.

(150063488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Orning Coaches A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 41.991.

L'assemblée générale annuelle tenue en date du 5 février 2015 ratifie la décision prise par le conseil d'administration en date du 24 décembre 2014 de coopter Monsieur Giacomo DI BARI et en date du 29 décembre 2014 de coopter Monsieur Eric BREUILLE en tant qu'administrateurs, en remplacement de Madame Elisa Paola ARMANDOLA et de Monsieur Guy BAUMANN, démissionnaires.

Luxembourg, le 14.04.2015.

Pour: ORNING COACHES A.G.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015055900/16.

(150063905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Orning Coaches A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 41.991.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14.04.2015.

Pour: ORNING COACHES A.G.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015055901/14.

(150063906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

P&P Gusto S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7572 Mersch, 14, rue de la Piscine.

R.C.S. Luxembourg B 166.622.

Les comptes annuels de la période allant du 01/01/2013 au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015055906/10.

(150063910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Petercam Capital, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 176.339.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 8 avril 2015

En date du 8 avril 2015, le Conseil d'Administration a décidé:

- de renouveler les mandats de Monsieur Francis Heymans, de Monsieur Jérôme Castagne et de Monsieur Hugo Lasat en qualité d'administrateurs jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2016,

- de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, 2 rue Gerhard Mercator, 2182 Luxembourg en qualité de Réviseur d'Entreprises agréé jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2016.

Luxembourg, le 14 avril 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Petercam Capital

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2015055908/17.

(150063893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Pierre PAULUS LUX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8410 Steinfort, 23, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 103.962.

Extrait de la résolution prise par le gérant de la société le 15 décembre 2014

Il résulte de la dite résolution:

Le transfert, avec effet immédiat, du siège sociale de la société de son adresse actuelle au 23, rue de Koerich L-8437 Steinfort

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015055909/15.

(150063765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Pierrot, S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 158.887.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 31 mars 2015

Le Conseil d'administration accepte la démission en tant qu'administrateur de Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg avec effet immédiat.

En date du 31 mars 2015, le Conseil d'administration coopte en remplacement Monsieur Luigi Maula, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Le Conseil d'administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- Lux Konzern S.à r.l., ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, dont le représentant permanent est Monsieur Peter van Opstal, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg

- Lux Business Management S.à r.l., ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, dont le représentant permanent est Monsieur Christian Knauff, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg

- Luigi Maula, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015055910/25.

(150063741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Pingouin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 141.334.

—
Résolution du conseil d'administration prise à Luxembourg en date du 10 avril 2015:

- Le conseil d'administration a décidé de transférer avec effet immédiat le siège social de la société du 16 rue de Nassau L-2213 Luxembourg vers le 20 avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015055911/11.

(150063960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Post Telecom PSF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1235 Luxembourg, 1, rue Emile Bian.

R.C.S. Luxembourg B 63.100.

—
Extrait des résolutions de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de POST Telecom PSF S.A. du 17 mars 2015:

L'assemblée générale a décidé de nommer:

- Monsieur Joseph GLOD, né le 31 janvier 1954 à Wiltz, ayant son adresse professionnelle au 8a, avenue Monterey, L-2020 Luxembourg, en tant que administrateur et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015.

- Monsieur Jean-Marie SPAUS, né le 31 janvier 1966 à Clervaux, ayant son adresse professionnelle au 8a, avenue Monterey, L-2020 Luxembourg, en tant que administrateur et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015.

- Monsieur Gast BOHNENBERGER, né le 24 juillet 1962 à Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 8a, avenue Monterey, L-2020 Luxembourg, en tant que administrateur et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015.

- Monsieur Henri SEITER, né le 10 février 1957 à Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 1, rue Emile Bian, L-1235 Luxembourg, en tant que administrateur et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015.

- Monsieur Nico BINSFELD, né le 4 avril 1961 à Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 1, rue Emile Bian, L-1235 Luxembourg, en tant que administrateur et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015.

- Monsieur Clifford KONSBRUCK, né le 11 février 1968 à Esch/Alzette, ayant son adresse professionnelle au 1, rue Emile Bian, L-1235 Luxembourg, en tant que administrateur et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015.

Référence de publication: 2015055918/27.

(150063501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Post Telecom PSF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1235 Luxembourg, 1, rue Emile Bian.
R.C.S. Luxembourg B 63.100.

Extrait des résolutions du conseil d'administration de POST Telecom PSF S.A. du 17 mars 2015:

Le conseil d'administration a décidé de révoquer le mandat de directeur à la gestion journalière de Monsieur Henri SEITER, né le 10 février 1957 à Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 1, rue Emile Bian, L-1235 Luxembourg, avec effet au 17 mars 2015.

Le conseil d'administration a décidé de révoquer le mandat de directeur à la gestion journalière de:

- Monsieur Henri SEITER, né le 10 février 1957 à Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 1, rue Emile Bian, L-1235 Luxembourg, avec effet au 17 mars 2015.

Le conseil d'administration a décidé de nommer comme directeur à la gestion journalière:

- Monsieur Nico BINSFELD, né le 4 avril 1961 à Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 1, rue Emile Bian, L-1235 Luxembourg, en tant que Directeur Général, avec effet au 17 mars 2015.

- Monsieur Clifford KONSBRUCK, né le 11 février 1968 à Esch/Alzette, ayant son adresse professionnelle au 1, rue Emile Bian, L-1235 Luxembourg, en tant que Directeur Technique, avec effet au 17 mars 2015.

Tout engagement de dépenses d'un montant supérieur à 500.000 euros (cinq cent mille euros) dans le cadre de la gestion journalière de la Société peut être mis en oeuvre conjointement par un délégué à la gestion journalière et un membre du Conseil d'Administration.

Tout engagement de dépenses d'un montant supérieur à 100.000 euros (cent mille euros) et inférieur à 500.000 euros (cinq cent mille euros) dans le cadre de la gestion journalière de la Société peut être mis en oeuvre conjointement par deux délégués à la gestion journalière.

Tout engagement de dépenses d'un montant inférieur à 100.000 euros (cent mille euros) dans le cadre de la gestion journalière de la Société peut être mis en oeuvre individuellement par un des délégués à la gestion journalière.

Référence de publication: 2015055919/27.

(150063501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Préve-Nantes, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 163.955.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2015055920/10.

(150063709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Premium Kaufhaus Immobilien Holding B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 173.729.

Auszug aus dem schriftlichen Gesellschafterbeschluss der Gesellschaft vom 08. April 2015

Aufgrund eines Gesellschafterbeschlusses der Gesellschaft vom 08. April 2015 haben sich mit Wirkung zum 08. April 2015 folgende Änderungen in der Teilhaberstruktur der Gesellschaft ergeben:

- Kaufhaus Immobilien Holding A S.à r.l., eine société responsabilité limitée, gegründet nach luxemburgischen Recht mit Sitz 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, eingetragen im Handelsregister Luxemburg (Registre des Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 172.676 hält nunmehr an der Gesellschaft:

9.853 Anteile.

- Kaufhaus Immobilien Holding B S.à r.l., eine société responsabilité limitée, gegründet nach luxemburgischen Recht mit Sitz 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, eingetragen im Handelsregister Luxemburg (Registre des Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 172.683 hält nunmehr an der Gesellschaft:

0 Anteile.

- SIGNA Prime Luxembourg Beteiligung S.à r.l., eine société responsabilité limitée, gegründet nach luxemburgischen Recht mit Sitz 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, eingetragen im Handelsregister Luxemburg (Registre des Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 165.834 hält nunmehr an der Gesellschaft:

2.647 Anteile.

Référence de publication: 2015055921/23.

(150063851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Prewos 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 74.534.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 avril 2015.

Référence de publication: 2015055922/10.

(150063925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Priapos Invest SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 131.816.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la société tenue au siège social le 16 mars 2015

Le Conseil décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle, 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg vers le 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg, avec effet immédiat

Luxembourg, le 16 mars 2015.

Pour Mandat

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2015055923/14.

(150063463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Pylio S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 81.024.

Par résolutions prises en date du 3 avril 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de José Correia, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet au 1^{er} avril 2015 et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Charlotte Bastin, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet au 30 juin 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 avril 2015.

Référence de publication: 2015055927/15.

(150063789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

PythAgoria Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9530 Wiltz, 45, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 161.425.

Extrait d'une convention de cession des parts sociales du 20 mars 2015

Entre, d'une part:

Monsieur Pierre-Yves THOMAS, né le 5 avril 1967 à Vielsalm et domicilié Rue du Bois d'Hazy, 32 à 6600 Bastogne, détenant 100% des parts sociales de PYTHAGORIA Sàrl

Ci-dessous dénommé le «Cédant»

Et d'autre part:

Monsieur David FREDRICH, né le 13 novembre 1971 à Rocourt et domicilié à Rue Rogier, 13 à 4800 Verviers

Ci-dessous dénommé le «Cessionnaire»

Le Cédant cède au Cessionnaire, en pleine propriété, qui accepte, 10 parts sociales de la Société PYTHAGORIA Sàrl, ayant son siège social à L-9530 WILTZ Grand-Rue 45 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro de B 161.425 ci-après la «Société».

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015055928/19.

(150063772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

PALANI Design S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8366 Hagen, 35, rue Randlingen.

R.C.S. Luxembourg B 132.312.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2015055929/10.

(150063805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

PALANI Design S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8366 Hagen, 35, rue Randlingen.

R.C.S. Luxembourg B 132.312.

Par décisions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration en date du 7 avril 2015 ont été nommés, jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes annuels clôturant au 31 décembre 2016:

- Frank TOUSSAINT, demeurant 35, rue Randlingen, L-8366 Hagen, Administrateur et Président,
- Rita LOCONTE, demeurant 35, rue Randlingen, L-8366 Hagen, Administrateur,
- Annick WIRTZ, demeurant 3, rue du Cimetière, L-6915 Roodt-Syre, Administrateur,
- EURAUDIT Sàrl, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Commissaire.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2015055930/15.

(150063843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Pareto Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

R.C.S. Luxembourg B 152.898.

La convention de domiciliation conclue entre l'agent domiciliataire Caceis Bank Luxembourg, société anonyme immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B91985 dont le siège social est situé au 5 Allée Scheffèr, 2520 Luxembourg, et Pareto Sicav, société d'investissement à capital variable, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B152898 dont le siège social est situé au 5 Allée Scheffèr, 2520 Luxembourg, a été résiliée avec effet au 23 mars 2015.

Luxembourg, le 10 avril 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2015055931/14.

(150063377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Parghito S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 123.975.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015055932/10.

(150063842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Patrimoine Chamois S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 91.896.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 31 mars 2015

Le Conseil d'administration accepte la démission en tant qu'administrateur de Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg avec effet immédiat.

En date du 31 mars 2015, le Conseil d'administration coopte en remplacement Monsieur Luigi Maula, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Le Conseil d'administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- Lux Konzern S.à r.l., ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, dont le représentant permanent est Monsieur Peter van Opstal, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg

- Lux Business Management S.à r.l., ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, dont le représentant permanent est Monsieur Christian Knauff, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg

- Luigi Maula, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015055933/25.

(150063742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Petercam L Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 27.128.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 8 avril 2015

En date du 8 avril 2015, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de renouveler les mandats de Monsieur Jérôme Castagne, de Monsieur Francis Heymans, Monsieur Hugo Lasat, et de Monsieur Yvon Lauret en qualité d'Administrateurs jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2016,

- de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, 2 rue Gerhard Mercator, 2182 Luxembourg en qualité de Réviseur d'Entreprises agréé jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2016.

Luxembourg, le 14 avril 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Petercam L Fund

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2015055935/17.

(150063892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

PH Investissement S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 157.416.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2015055936/10.

(150063583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Pharmatec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 27, rue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 65.365.

Extrait sincère et conforme des décisions circulaires du Conseil d'administration adoptées le 11 février 2015

Il résulte des décisions circulaires que:

Conformément à l'article 60 de la loi sur les sociétés commerciales et à l'article 6 des Statuts de la susdite Société, ainsi qu'à l'autorisation préalable donnée par l'Assemblée Ordinaire des actionnaires tenue extraordinairement en date du 11 février 2015, la gestion journalière et la représentation de la Société dans le cadre de cette gestion, ont été déléguées, à compter de ce jour, à Monsieur Didier DUPONT, demeurant 8, rue Saint-Antoine, F-57570 Hagen

Il aura le pouvoir d'engager la Société par sa seule signature dans le cadre des actes de gestion journalière et portera le titre de «Fondé de Pouvoir chargé de la gestion journalière».

Il résulte également des décisions circulaires que:

Monsieur William Collette, demeurant 27, rue du Bois, L-8009 Strassen a été nommé en tant que président du Conseil d'administration de la société à compter de ce jour, conformément à l'article 6 des Statuts de la Société

Pour Pharmatec S.A.

Référence de publication: 2015055937/19.

(150063717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Pierre de Quetigny S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 117, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 121.206.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2015055938/10.

(150063602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Pleimo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 152.117.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 avril 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015055939/12.

(150063509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Red Holdings SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 183.486.

In the year two thousand and fifteen, the eleventh day of February.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders (the Shareholders) of Red Holdings SCA, a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions), organized under the laws of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 183.486 (the Company). The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, on 19 November 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°617 dated 8 March 2014. The articles of associations of the Company (the Articles) were amended most recently pursuant to a deed received by Maître Henri Hellinckx, pren-

amed, on 20 November 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°674 dated 14 March 2014.

The Meeting was chaired by Solange Wolter-Schieres, notary's clerk, with professional address in Luxembourg (the Chairman).

The Chairman appointed as secretary and the meeting elected as secretary (the Secretary) and the meeting elected as scrutineer Ludovic Gavatz, employee, with professional address in Luxembourg, (the Scrutineer), and collectively with the Chairman and the Secretary, the Bureau).

The Bureau formed, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I. The names of the shareholders and the number of shares they hold are shown on an attendance list. This attendance list signed by the attorney-in-fact of the represented shareholders, the Bureau and the undersigned notary, together with the powers of attorney of the represented shareholders, after having been signed *ne varietur*, will remain annexed to the present deed for the purposes of registration.

II. The Company's capital is presently set at thirty-one thousand Euro and one Euro cent (EUR 31,000.01), represented by one unlimited share (the Unlimited Share) and three million one hundred thousand (3,100,000) ordinary shares, all fully paid-up and in registered form, having a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) each (the Ordinary Shares), consisting of:

i) three hundred eighty seven thousand five hundred (387,500) redeemable Class A1 Ordinary Shares (the Class A1 Shares);

ii) three hundred eighty seven thousand five hundred (387,500) redeemable Class A2 Ordinary Shares (the Class A2 Shares);

iii) three hundred eighty seven thousand five hundred (387,500) redeemable Class A3 Ordinary Shares (the Class A3 Shares);

iv) three hundred eighty seven thousand five hundred (387,500) redeemable Class A4 Ordinary Shares (the Class A4 Shares);

v) three hundred eighty seven thousand five hundred (387,500) redeemable Class A5 Ordinary Shares (the Class A5 Shares);

vi) three hundred eighty seven thousand five hundred (387,500) redeemable Class A6 Ordinary Shares (the Class A6 Shares);

vii) three hundred eighty seven thousand five hundred (387,500) redeemable Class A7 Ordinary Shares (the Class A7 Shares); and

viii) three hundred eighty seven thousand five hundred (387,500) redeemable Class A8 Ordinary Shares (the Class A8 Shares).

III. It appears from the said attendance list established and certified by the members of the Bureau that all the shares issued by the Company are present or represented at the Meeting, so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda.

IV. The agenda of the Meeting is as follows:

1. Waiver of the convening notices.

2. Amendment to article 5.4 and 13.3 of the Articles in order to amend some of the rights attached to some of the classes of shares.

3. Miscellaneous.

V. The Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the corporate share capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices, the shareholders represented considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to amend article 5.4 and 13.3 of the Articles so that they read henceforth as follows:

5.4. The share capital may be increased or decreased on one or several occasions by a resolution of the General Meeting acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles and in accordance with the Securityholders Agreement, as defined below. The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares including by the cancellation of one or more entire Classes of Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such class(es). In the case of repurchases and cancellations of Classes of Shares, such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with the Class A8 Shares).

In the event of a reduction of the share capital through the repurchase and cancellation of a class of Shares (in the order provided in this article 5.4), an amount equal to the Total Cancellation Amount with regard to such Class of Shares shall be payable by the Company to the holders of such Shares, in accordance with the provisions of article 13).

“Total Cancellation Amount” shall mean an amount determined by the Manager on the basis of the relevant Interim Accounts and shall in no event exceed the Available Amount. The Total Cancellation Amount for each Class of Shares shall be the Available Amount at the time of the cancellation of the relevant Class of Shares, unless otherwise resolved by the General Meeting in the manner provided for in an amendment of the Articles.

“Available Amount” shall mean the total amount attributable to the relevant Class of Shares, reflecting (i) net profits of the Company (including carried forward profits), plus (ii) any freely distributable reserves (including, for the avoidance of doubt, the share premium reserve), minus (i) any losses (including carried forward losses), and minus (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of applicable law or of the Articles or in the reasonable opinion of the Manager set aside to cover running costs of the Company, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without, for the avoidance of doubt, any double counting).

“Interim Accounts” shall mean the interim accounts of the Company as at the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of Shares (“Interim Accounts Date”).

13.3. In the event where the General Meeting decides to make a distribution to the Shareholders, such distribution shall be allocated to a Class of Shares always in accordance with the following:

(i) An amount equal to nought point one zero per cent (0.10%) of the nominal value of each Class A1 Share shall be allocated to all Class A1 Shares; then

(ii) Subject to (ix) below, an amount equal to nought point one five per cent (0.15%) of the nominal value of each Class A2 Share shall be allocated to all Class A2 Shares; then

(iii) Subject to (ix) below, an amount equal to nought point two zero per cent (0.20%) of the nominal value of each Class A3 Share shall be allocated to all Class A3 Shares; then

(iv) Subject to (ix) below, an amount equal to nought point two five per cent (0.25%) of the nominal value of each Class A4 Share shall be allocated to all Class A4 Shares; then

(v) Subject to (ix) below, an amount equal to nought point three zero per cent (0.30%) of the nominal value of each Class A5 Share shall be allocated to of all Class A5 Shares; then

(vi) Subject to (ix) below, an amount equal to nought point three five per cent (0.35%) of the nominal value of each Class A6 Share shall be allocated to all Class A6 Shares; then

(vii) Subject to (ix) below, an amount equal to nought point four per cent (0.40%) of the nominal value of each Class A7 Share shall be allocated to all Class A7 Shares; then (viii) Subject to (ix) below, an amount equal to nought point four five per cent (0.45%) of the nominal value of each Class A8 Share shall be allocated to all Class A8 Shares; then

(ix) the balance of the total distributed amount shall be allocated in its entirety to the last class of Shares in reverse alphabetical order (i.e. first the Class A8 Shares, then, if no Class A8 Shares are in existence, the Class A7 Shares, and in such continuation until only Class A1 Shares are in existence).

Any distribution amount on any Class of Shares, unless specifically declared as payable, shall accumulate and shall be paid by the Company upon redemption of such Class of Shares in accordance with Art. 5.

Without derogating from the aforementioned, the Company shall only make distributions following repayment in full of all outstanding Shareholder loans, except with the prior written consent of the Shareholder(s) to whom such Shareholder loans are outstanding.

Profits may be set aside by a resolution of the General Meeting or of the Manager for distribution to shares not yet issued but to be issued at a later date in accordance with the provisions of any Securityholders Agreement that may be entered into from time to time by the Shareholders.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the Bureau of the Meeting, the said Bureau of the Meeting signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le onze février.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires (les Actionnaires) de Red Holdings S.C.A., une société en commandite par actions constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 183.486 (la Société). La Société a été constituée suivant un acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, le 19 novembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 617 du 8 mars 2014. Les statuts (Statuts) de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant

acte de Maître Henri Hellinckx, prénommé le 20 novembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 674 du 14 mars 2014.

L'Assemblée est présidée par Solange Wolter-Schieres, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg (le Président).

Le Président a nommé comme secrétaire (le Secrétaire) et l'assemblée a élu comme scrutateur Ludovic Gavatz, employé, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, (le Scrutateur, et avec le Président et le Secrétaire, le Bureau).

Le Bureau ainsi constitué, le Président déclare et demande au notaire d'acter que:

I. Les noms des actionnaires ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont portés sur une liste de présence. Cette liste de présence, signée par le mandataire des actionnaires représentés, les membres du Bureau et le notaire soussigné, ainsi que les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur, resteront annexées au présent acte aux fins des formalités de l'enregistrement.

II. Le capital social de la Société est actuellement fixée à trente et un mille euros et un centime d'euro (EUR 31.000,01), représenté par une (1) action de commandité (l'Action de Commandité) et trois millions cent mille (3.100.000) actions ordinaires, entièrement libérées et sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les Actions Ordinaires), composées de:

i) trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (387.500) Actions Ordinaires de Classe A1 rachetables (les Actions de Classe A1);

ii) trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (387.500) Actions Ordinaires de Classe A2 rachetables (les Actions de Classe A2);

iii) trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (387.500) Actions Ordinaires de Classe A3 rachetables (les Actions de Classe A3);

iv) trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (387.500) Actions Ordinaires de Classe A4 rachetables (les Actions de Classe A4);

v) trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (387.500) Actions Ordinaires de Classe A5 rachetables (les Actions de Classe A5);

vi) trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (387.500) Actions Ordinaires de Classe A6 rachetables (les Actions de Classe A6);

vii) trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (387.500) Actions Ordinaires de Classe A7 rachetables (les Actions de Classe A7);

viii) trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (387.500) Actions Ordinaires de Classe A8 rachetables (les Actions de Classe A8).

III. Il apparaît sur la liste de présence établie et certifiée par les membres du Bureau que toutes les actions émises par la Société sont présentes ou représentées à l'Assemblée, de sorte que l'Assemblée peut valablement décider sur tous les points à l'ordre du jour.

IV. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux formalités convocations;
2. Modification des articles 5.4 et 13.3 des Statuts afin de modifier certains droits liés à certaines classe d'actions;
3. Divers.

V. L'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocations, les Actionnaires représentés se considérant dûment convoqués et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier les articles 5.4 et 13.3 des Statuts de sorte qu'ils ont désormais la teneur suivante:

5.4. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'Assemblée Générale adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts et conformément à la Convention des Porteurs de Titres, tel que défini ci-dessous. Le capital social peut être réduit à travers l'annulation d'Actions notamment l'annulation d'une ou de plusieurs Classe(s) d'Actions par le rachat et l'annulation de toutes les Actions en circulation dans ladite classe (s). Dans le cas de rachats et d'annulations de Classes d'Actions, ces rachats et annulations d'Actions se feront dans l'ordre alphabétique inverse (en commençant par les Actions de Classe A8).

Dans le cas d'une réduction de capital social dans le cadre du rachat et de l'annulation d'une classe d'Actions (dans l'ordre prévu à l'article 5.4), un montant équivalant au Montant Total d'Annulation pour cette classe d'Actions sera dû par la Société aux détenteurs de ces Actions, conformément aux stipulations de l'article 13).

Montant Total d'Annulation est un montant défini par le Gérant sur base des Comptes Intérimaires concernés et ne dépassant en aucun cas le Montant Disponible. Le Montant Total d'Annulation pour chaque Classe d'Actions est le Montant

Disponible au moment de l'annulation de ladite Classe d'Actions, sauf décision contraire de l'Assemblée Générale adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Montant Disponible signifie le montant total attribuable à ladite Classe d'Actions, reflétant (i) les bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés), augmenté (ii) des réserves librement distribuables (y compris, pour éviter toute ambiguïté, la réserve de prime d'émission) et réduit par (i) toutes pertes (y compris les pertes reportées) et (ii) toute somme à placer en réserve(s), conformément aux exigences de la loi applicable ou des Statuts, ou de l'avis raisonnable du Gérant mise de côté afin de couvrir les frais de fonctionnement de la Société, chaque fois tel que défini dans les Comptes Intérimaires concernés (sans, pour éviter toute ambiguïté, tout double comptage).

Comptes Intérimaires signifie les comptes intérimaires de la Société dont la date n'est pas antérieure à huit (8) jours avant la date de rachat et annulation de ladite classe d'Actions (la Date des Comptes Intérimaires).

13.3. Si l'Assemblée Générale décide d'effectuer une distribution aux Actionnaires, ladite distribution sera toujours affectée à une Classe d'Actions conformément à ce qui suit:

(i) un montant équivalant à zéro virgule dix pour cent (0,10%) de la valeur nominale de chaque Action de Classe A1 sera affecté à toutes les Actions de Classe A1; ensuite

(ii) sous réserve de (ix) ci-dessous, un montant équivalant à zéro virgule quinze pour cent (0,15%) de la valeur nominale de chaque Action de Classe A2 sera affecté à toutes les Actions de Classe A2; ensuite

(iii) sous réserve de (ix) ci-dessous, un montant équivalant à zéro virgule vingt pour cent (0,20%) de la valeur nominale de chaque Action de Classe A3 sera affecté à toutes les Actions de Classe A3; ensuite

(iv) sous réserve de (ix) ci-dessous, un montant équivalant à zéro virgule vingt-cinq pour cent (0,25%) de la valeur nominale de chaque Action de Classe A4 sera affecté à toutes les Actions de Classe A4; ensuite

(v) sous réserve de (ix) ci-dessous, un montant équivalant à zéro virgule trente pour cent (0,30%) de la valeur nominale de chaque Action de Classe A5 sera affecté à toutes les Actions de Classe A5; ensuite

(vi) sous réserve de (ix) ci-dessous, un montant équivalant à zéro virgule trente-cinq pour cent (0,35%) de la valeur nominale de chaque Action de Classe A6 sera affecté à toutes les Actions de Classe A6; ensuite

(vii) sous réserve de (ix) ci-dessous, un montant équivalant à zéro virgule quarante pour cent (0,40%) de la valeur nominale de chaque Action de Classe A7 sera affecté à toutes les Actions de Classe A7; ensuite (viii) sous réserve de (ix) ci-dessous, un montant équivalant à zéro virgule quarante-cinq pour cent (0,45%) de la valeur nominale de chaque Action de Classe A8 sera affecté à toutes les Actions de Classe A8; ensuite

(ix) le solde du montant total distribué sera affecté dans son intégralité à la dernière classe d'Actions dans l'ordre alphabétique inverse (soit premièrement les Actions de Classe A8, ensuite s'il n'y a plus d'Actions de Classe A8, les Actions de Classe A7, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il ne reste plus que des Actions de Classe A1 en circulation).

Tout montant de distribution sur une Classe d'Actions, sauf spécifiquement déclaré comme dû, sera cumulé et sera payé par la Société au moment du rachat de ladite Classe d'Actions conformément à l'Art. 5.

Sans déroger à ce qui précède, la Société ne fera de distributions qu'à la suite du remboursement complet de tous les prêts des Actionnaires, sauf avec le consentement préalable écrit du/des Actionnaire(s) qui ont accordé ces prêts.

Les bénéfices peuvent être réservés par résolutions de l'Assemblée Générale ou du Gérant pour des distributions sur des Actions qui ne sont pas encore émises par la Société mais qui seront émises plus tard conformément aux stipulations de toute Convention des Porteurs de Titres éventuellement conclue dans le temps par les Actionnaires.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de la même partie, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Lecture du présent acte ayant été faite au Bureau de l'Assemblée, ledit Bureau de l'Assemblée a signé ensemble avec le notaire, le présent acte.

Signé: S. WOLTER, L. GAVATZ et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 17 février 2015. Relation: 1LAC/2015/4958. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 14 avril 2015.

Référence de publication: 2015055948/235.

(150063928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

River Plaza Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 61, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 180.282.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015055951/10.

(150063923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Rock-It Cargo International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 113.463.

In the year two thousand and fifteen, on the thirty-first day of March;

Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Was held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of Rock-It Cargo International S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500, having its registered office at 52-54, Avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (Register of Trade and Companies) under number B 113.463 (the "Company").

There appeared:

Rock Solid Holdings LLC, a limited liability company duly formed and validly existing under the laws of the state of Delaware, having its registered office at Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, in the City of Wilmington, County of New Castle, United States of America (the "Sole Shareholder");

there represented by Mr Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney.

The said power of attorney, initialed ne varietur, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The 500 (five hundred) shares representing the whole share capital of the Company were represented so that the meeting could validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder has been duly informed.

The Sole Shareholder, through its proxyholder, requested the notary to enact that the agenda of the meeting was the following:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company by way of the issuance of new shares of the Company;
2. Subscription and payment of the new shares by way of contributions in kind by Calera Capital Partners IV (BVI) AIV I, Ltd and Calera Capital Partners IV SBS (BVI) AIV I, Ltd.;
3. Subsequent amendments to article 5 of the articles of association of the Company; and
4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution

It was resolved to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 550 (five hundred fifty Euros) so as to raise it from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros) to an amount of EUR 13,050 (thirteen thousand fifty Euros), by way of the issuance of 22 (twenty-two) new shares of the Company, with:

- a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euros) each (the "New Shares"); and
- a global share premium of an amount of EUR 921,450 (nine hundred twenty-one thousand four hundred fifty Euros) attached thereto (the "Global Share Premium").

Second resolution

It was resolved to accept that the New Shares be subscribed as follows:

- 21.24 (twenty-one point twenty-four) New Shares, to which is exclusively attached an amount of EUR 889,753.31 (eight hundred eighty-eight thousand seven hundred fifty-three Euros and thirty-one cents) of the Global Share Premium, be subscribed by Calera Capital Partners IV (BVI) AIV I, Ltd (as further described below) in exchange for a contribution in kind consisting of 861.94 (eight hundred sixty-one point ninety-four) class A shares (the "CCPI's RICHI Shares") of the share capital of Rock-It Cargo Holdings International, Ltd., a company duly incorporated and validly existing under the

laws of the British Virgin Islands, having its registered office at Commerce House, Wickhams Cay I, P.O. Box 3140, Road Town, Tortola, British Virgin Islands (“RICHI”), (the “CCPI Contribution”);

- 0.76 (zero point seventy-six) New Shares, to which is exclusively attached an amount of EUR 31,696.69 (thirty-one thousand six hundred ninety-six Euros and sixty-nine cents) of the Global Share Premium, be subscribed by Calera Capital Partners IV SBS (BVI) AIV I, Ltd. (as further described below) in exchange for a contribution in kind consisting of 30.71 (thirty point seventy-one) class A shares (the “CCPI SBS' RICHI Shares”, and together with the CCPI's RICHI Shares, the “Contributed Shares”) of the share capital of RICHI (the “CCPI SBS Contribution”, and together with the CCPI Contribution, the “Contributions”).

Intervention - Subscription - Payment

There appeared:

- Calera Capital Partners IV (BVI) AIV I, Ltd, a company duly incorporated and validly existing under the laws of the British Virgin Islands, having its registered office at 171 Main Street, Road Town, Tortola VG1110, British Virgin Islands (“CCPI”);

there represented by Mr Max Mayer, residing professionally in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney;

the said power of attorney, initialed ne varietur, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration;

CCPI, through its proxy holder, declared to subscribe to 21.24 (twenty-one point twenty-four) New Shares by paying:

* the nominal value of these New Shares for an aggregate amount of EUR 531,08 (five hundred thirty-one Euros and eight cents); and

* the share premium attached thereto for an amount of EUR 889,753.31 (eight hundred eighty-eight thousand seven hundred fifty-three Euros and thirty-one cents) to (i) be allocated to a freely distributable item of the balance sheet of the Company as share premium and (ii) remain attached to all the shares of the Company held by CCPI at any time;

the whole being fully paid up by way of the CCPI Contribution; and

- Calera Capital Partners IV SBS (BVI) AIV I, Ltd., a company duly incorporated and validly existing under the laws of the British Virgin Islands, having its registered office at 171 Main Street, Road Town, Tortola VG1110, British Virgin Islands (“CCPI SBS”);

there represented by Mr Max Mayer, residing professionally in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney;

the said power of attorney, initialed ne varietur, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration;

CCPI SBS, through its proxy holder, declared to fully subscribe to 0.76 (zero point seventy-six) New Shares by paying:

* the nominal value of these New Shares for an aggregate amount of EUR 18.92 (eighteen Euros and ninety-two cents); and

* the share premium attached thereto for an amount of EUR 31,696.69 (thirty-one thousand six hundred ninety-six Euros and sixty-nine cents) to (i) be allocated to a freely distributable item of the balance sheet of the Company as share premium and (ii) remain attached to all the shares of the Company held by CCPI SBS at any time;

the whole being fully paid up by way of the CCPI SBS Contribution.

Evaluation

The value of the Contributed Shares was set at EUR 922,000 (nine hundred twenty-two thousand Euro).

Such Contributions has been valued by all the managers of the Company, pursuant to a statement of contributions value, which has been produced to the notary.

Evidence of the contribution's existence

Proof of the existence of the Contributions has been given to the undersigned notary.

Effective implementation of the contribution

CCPI and CCPI SBS, contributors represented as stated here-above, expressly declared that:

(i) they are the legal owners of the Contributed Shares;

(ii) the Contributed Shares are in registered form;

(iii) the Contributed Shares are free from any charge, option, lien, encumbrance or any other third party rights;

(iv) the Contributed Shares are not the object of a dispute or claim;

(v) the Contributed Shares are freely transferable with all rights, title and interest attached thereto;

(vi) RICHI is duly organized and validly existing under the laws of the British Virgin Islands;

(vii) to its knowledge RICHI is not involved in court proceedings for the purposes of bankruptcy, liquidation, winding-up or transfer of assets to creditors, and there are no facts or circumstances known to it at the date hereof, which could lead to such court proceedings;

(viii) to the extent necessary all actions and formalities have been performed and all the necessary consents and approval have been obtained to allow the transfer of the Contributed Shares; and

(ix) all formalities subsequent to the transfer and assignment of the Contributed Shares required under any applicable law have or will be carried out in order for the Contributions to be effective and valid anywhere and towards any third parties.

Managers' intervention

Thereupon intervened:

- Mrs. Petra J.S. Dunselman;
- Mr. David C. Bernstein; and
- Mr. Jean Lemaire,

each of them acting in her/his capacity as manager of the Company and being here represented by Mr Max Mayer, residing professionally in Junglinster, by virtue of a power of attorney.

Acknowledging having been previously informed of the extent of their liabilities, engaged as managers of the Company by reason of the contributions described above, expressly agreed with the description of the Contributions, with their valuation and with the effective transfer of the Contributed Shares, and confirmed the validity of the subscription and payment.

Declaration

The notary declares that the documentation sustaining the existence of the Contributions has been considered convincing as well as sufficient, and the Contributions are therefore effectively implemented.

Third resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, it was resolved to amend article 5 of the articles of association of the Company to read it as follows:

“ **Art. 5. Share capital.** The share capital of the Company is set at thirteen thousand fifty Euros (EUR 13,050) divided into five hundred twenty-two (522) shares, with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, all of which are fully paid up.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.”

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about EUR 3,300.-.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons through their attorney, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney of the person appearing, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trente-et-unième jour de mars,

par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné,

s'est réunie

une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de Rock-It Cargo International S.à r.l., une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant valablement conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de 12.500 EUR, dont le siège social est sis 52-54, Avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B113.463 (la «Société»).

A comparu:

Rock Solid Holdings LLC, une société (limited liability company) dûment constituée et existant valablement conformément aux lois de l'état du Delaware, ayant son siège social au Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Comté de New Castle, Etats-Unis d'Amérique (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Mr Max MAYER, employé, résidant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec ce dernier.

Les 500 (cinq cent) parts sociales, représentant l'intégralité du capital social de la Société, étaient représentées de sorte que l'assemblée pouvait décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour dont l'Associé Unique a été dûment informé.

L'Associé Unique, représenté par son mandataire, a prié le notaire d'acter que l'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social de la Société par l'émission de nouvelles parts sociales de la Société;
2. Souscription et paiement des nouvelles parts sociales au moyen d'apports en nature par Calera Capital Partners IV (BVI) AIV I, Ltd et Calera Capital Partners IV SBS (BVI) AIV I, Ltd.;
3. Modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société; et
4. Divers.

Après que l'ordre du jour a été approuvé par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Il a été décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de 550 EUR (cinq cent cinquante Euros) afin de le porter de son montant actuel de 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euros) à un montant de 13.050 EUR (treize mille cinquante Euros), par l'émission de 22 (vingt-deux) nouvelles parts sociales de la Société, ayant:

- une valeur nominale de 25 EUR (vingt-cinq Euros) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales»); et
- une prime d'émission globale d'un montant de 921.450 EUR (neuf cent vingt-et-un mille quatre cent cinquante Euros) y attachée (la «Prime d'Emission Globale»).

Deuxième résolution

Il a été décidé d'accepter que les Nouvelles Parts Sociales soient souscrites comme suit:

- 21,24 (vingt-et-une virgule vingt-quatre) Nouvelles Parts Sociales, auxquelles est exclusivement attaché un montant de 889.753,31 EUR (huit cent quatre-vingt-neuf mille sept cent cinquante-trois Euros et trente-et-un cents) de la Prime d'Emission Globale, devant être souscrites par Calera Capital Partners IV (BVI) AIV I, Ltd (telle que décrite ci-après), au moyen d'un apport en nature constitué de 861,94 (huit cent soixante-et-un virgule quatre-vingt-quatorze) titres (les «Titres RICHI de CCPI») représentatifs du capital de la société Rock-It Cargo Holdings International, Ltd., une société dûment constituée et existant valablement conformément aux lois des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social à Commerce House, Wickhams Cay I, P.O. Box 3140, Road Town, Tortola, British Virgin Islands («RICHI»), (l'«Apport CCPI»);
- 0,76 (zéro virgule soixante-seize) Nouvelles Parts Sociales, auxquelles est exclusivement attaché un montant de 31.696,69 EUR (trente-et-un mille six cent quatre-vingt-seize Euros et soixante-neuf cents) de la Prime d'Emission Globale, devant être souscrites par Calera Capital Partners IV SBS (BVI) AIV I, Ltd (telle que décrite ci-après), au moyen d'un apport en nature constitué de 30,71 (trente virgule soixante-et-onze) titres (les «Titres RICHI de CCPI SBS», et ensemble avec les Titres RICHI de CCPI, les «Titres Apportés») représentatifs du capital de la société RICHI, (l'«Apport CCPI SBS» et ensemble avec l'Apport CCPI, les «Apports»).

Intervention - Souscription - Paiement

Sont intervenus:

- Calera Capital Partners IV (BVI) AIV I, Ltd, une société dûment constituée et existant valablement conformément aux lois des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social au 171 Main Street, Road Town, Tortola VG1110, British Virgin Islands («CCPI»);

ici représentée par Mr Max Mayer, résidant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration sous seing privé;

ladite procuration, après avoir été signée ne varietur, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec ce dernier;

CCPI, représentée par son mandataire, a déclaré souscrire à 21,24 (vingt-et-une virgule vingt-quatre) Nouvelles Parts Sociales en payant:

* la valeur nominale desdites Parts Sociales pour un montant total de 531,08 EUR (cinq cent trente-et-un Euros et huit cents); et

* la prime d'émission y attachée d'un montant de 889.753,31 EUR (huit cent quatre-vingt-neuf mille sept cent cinquante-trois Euros et trente-et-un cents) devant (i) être affectée au poste disponible du bilan «prime d'émission» de la Société en tant que prime d'émission et (ii) rester attachée à toutes les parts sociales de la Société détenues par CCPI à tout moment; le tout étant intégralement libéré au moyen de l'Apport CCPI; et

- Calera Capital Partners IV SBS (BVI) AIV I, Ltd, une société dûment constituée et existant valablement conformément aux lois des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social au 171 Main Street, Road Town, Tortola VG1110, British Virgin Islands («CCPI SBS»);

ici représentée par Mr Max Mayer, résidant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration sous seing privé;

ladite procuration, après avoir été signée ne varietur, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec ce dernier;

CCPI SBS, représentée par son mandataire, a déclaré souscrire à 0,76 (zéro virgule soixante-seize) Nouvelles Parts Sociales en payant:

* la valeur nominale desdites Parts Sociales pour un montant total de 18,92 EUR (dix-huit Euros et quatre-vingt-douze cents); et

* la prime d'émission y attachée d'un montant de 31.696,69 EUR (trente-et-un mille six cent quatre-vingt-seize Euros et soixante-neuf cents) devant (i) être affectée au poste disponible du bilan «prime d'émission» de la Société en tant que prime d'émission et (ii) rester attachée à toutes les parts sociales de la Société détenues par CCPI SBS à tout moment;

le tout étant intégralement libéré au moyen de l'Apport CCPI SBS;

Evaluation

La valeur des Titres Apportés a été fixée à 922.000 EUR (neuf cent vingt-deux mille Euros).

Lesdits Apports ont été évalués par tous les gérants de la Société, conformément à une déclaration sur la valeur des apports qui a été fournie au notaire.

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de l'existence de ces Apports a été donnée au notaire instrumentant.

Mise en oeuvre effective de l'apport

CCPI et CCPI SBS, apporteurs représentés comme indiqué ci-dessus, ont déclaré expressément que:

- (i) ils sont les seuls propriétaires légaux des Titres Apportés;
- (ii) les Titres Apportés sont émis sous forme nominative;
- (iii) les Titres Apportés sont libres de toute charge, option, privilège, gage ou de tout autre droit de tiers;
- (iv) les Titres Apportés ne font l'objet d'aucune contestation ou action en justice;
- (v) les Titres Apportés sont librement transférables, avec tous les droits, titres et intérêts y attachés;
- (vi) RICHI est dûment constituée et existe valablement conformément aux lois des Iles Vierges Britanniques;
- (vii) à sa connaissance, RICHI ne fait l'objet d'une procédure judiciaire de faillite, liquidation, dissolution ou transfert d'actifs à ses créanciers, et il n'existe aucun fait ni aucune circonstance à la date des présentes qui pourrait conduire à de telles actions judiciaires;
- (viii) pour autant que de besoin, tous les actes et toutes les formalités ont été accomplis et tous les consentements et toutes les approbations ont été obtenus afin d'autoriser le transfert des Titres Apportés; et
- (ix) l'ensemble des formalités subséquentes au transfert des Titres Apportés requises en vertu de toute loi applicable a été ou sera accompli afin que l'Apport soit valable en tous lieux et à l'égard de tous tiers.

Intervention des gérants

Ci-après sont intervenus:

- Mlle Petra J.S. Dunselman;
- Mr David C. Bernstein; et
- Mr Jean Lemaire,

Chacun d'entre eux agissant en sa qualité de gérant de la Société et étant représenté par Mr Max Mayer, résidant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Reconnaissant avoir été préalablement informés de l'étendue de leur responsabilité de gérants de la Société engagée en raison des apports décrits ci-dessus, chacun d'eux a accepté expressément la description des Apports, leur évaluation, et l'apport effectif des Titres Apportés, et a confirmé la validité de la souscription et du paiement.

Déclaration

Le notaire a déclaré que la documentation garantissant l'existence des Apports a été considérée comme convaincante et suffisante et qu'en conséquence les Apports sont effectivement réalisés.

Troisième résolution

En conséquence des déclarations et des résolutions qui précèdent, il a été décidé de modifier l'article 5 des statuts de la Société afin de le lire comme suit:

« **Art. 5. Capital Social.** Le capital social est fixé à treize mille cinquante Euros (13.050 EUR) divisé en cinq cents vingt-deux (522) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (25 EUR) chacune, toutes entièrement libérées.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale, en plus de la valeur nominale, seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des actionnaires par la Société, pour compenser les pertes nettes qui auront été réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires ou pour être affecté à la réserve légale.»

Plus aucun point n'étant à l'ordre du jour, la séance a été levée.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombe à la Société en raison de l'augmentation de son capital social, a été évalué à environ 3.300,- EUR.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle anglais, acte par la présente qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française. A la demande de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Fait et passé à Junglinster, date qu'entête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 02 avril 2015. Relation GAC/2015/2822. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2015055952/277.

(150063518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Rock-It Cargo International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.050,00.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 113.463.

Il résulte d'un contrat de cession de parts en date du 31 mars 2015 que différents transferts sont intervenus comme suit:

Calera Capital Partners IV (BVI) AIV I, Ltd., un des associés de la société a transféré, en date du 31 mars 2015, les 21,24 parts sociales qu'il détenait dans la société à Calera Capital Partners IV SBS (Cayman) AIV I, L.P., une «Limited Partnership» dûment constituée et existant valablement selon les lois des Iles Caïmanes, ayant son siège social au Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Iles Caïmanes, qui a transféré le même jour les 21,24 parts sociales qu'il détenait dans la société à CCP IV SBS (Cayman) AIV Holdings, L.P., une «Limited Partnership» dûment constituée et existant valablement selon les lois des Iles Caïmanes, ayant son siège social au Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Iles Caymanes, qui a transféré le même jour les 21,24 parts sociales qu'il détenait dans la société à CCP IV RC Holdco L.L.C. une «Limited Liability Company» dûment constituée et existant valablement selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, Comté de New Castle, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique, qui a transféré le même jour les 21,24 parts sociales qu'il détenait dans la société à Rock Solid Holdings LLC, une «Limited Liability Company» dûment constituée et existant valablement selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Comté de New Castle, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique et enregistrée au Delaware Secretary of State, Division of Corporations sous le numéro 5710848.

Calera Capital Partners IV SBS (BVI) AIV I, Ltd., un des associés de la société a transféré, en date du 31 mars 2015, les 0,76 parts sociales qu'il détenait dans la société à Calera Capital Partners IV (Cayman) AIV I, L.P., une «Limited Partnership» dûment constituée et existant valablement selon les lois des Iles Caïmanes, ayant son siège social au Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Iles Caïmanes, qui a transféré le même jour les 0,76 parts sociales qu'il détenait dans la société à CCP IV (Cayman) AIV Holdings, L.P., une «Limited Patnership» dûment constituée et existant valablement selon les lois des Iles Caïmanes, ayant son siège social au Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Iles Caïmanes, qui a transféré le même jour les 0,76 parts sociales qu'il détenait dans la société à CCP IV RC Holdco L.L.C. une «Limited Liability Company» dûment constituée et existant valablement selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, Comté de New Castle, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique, qui a transféré le même jour les 0,76 parts sociales qu'il détenait dans la société à Rock Solid Holdings LLC, une «Limited Liability Company» dûment constituée et existant valablement selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Comté de New Castle, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique et enregistrée au Delaware Secretary of State, Division of Corporations sous le numéro 5710848.

De ce fait, suite à ces différents transferts, l'associé unique de la Société est donc Rock Solid Holdings LLC qui détient désormais 522 parts sociales.

Le 14 avril 2015.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015055953/44.

(150063669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Roland HACK ET Cie, s.e.n.c., Société en nom collectif.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 129, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 29.621.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015055954/9.

(150063357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Sachwert Verbriefungen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 196.060.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am zweiten April.

Vor dem unterzeichneten Notar Pierre PROBST, mit dem Amtssitz in Ettelbrück, Großherzogtum Luxemburg

Ist erschienen:

Die Pareto Beteiligungen GmbH, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Gesellschaftssitz in ABC-Straße 45, 20354 Hamburg, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Hamburg Nummer HRB 125142

hier vertreten durch Nadine Closter, beruflich ansässig in L-9087 ETTTELBRUCK, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht gegeben unter Privatschrift am 16. März 2015.

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß „ne varietur“ durch den Bevollmächtigten und den amtierenden Notar unterzeichnet, bleibt gegenwärtiger Urkunde beigelegt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Erschienene, handelnd wie angegeben, hat den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründung einer Aktiengesellschaft urkundlich festzustellen, die sie hiermit beschließt und deren Satzung wie folgt lautet:

Abschnitt 1 - Allgemeines

Art. 1. Definitionen. Soweit in dieser Satzung genutzt, haben die folgenden Begriffe die nachstehend festgelegte Bedeutung. Soweit identisch definierte Begriffe ebenso in einem Beschluss des Verwaltungsrates, der ein Compartment gründet, enthalten sind, sollen die Definitionen, die in diesem Beschluss des Verwaltungsrates enthalten sind, in Bezug auf dieses Compartment vorgehen und in dem Fall, dass identisch definierte Begriffe ebenso in den Konditionen der Instrumente enthalten sind, geht die Definition, die in diesen Konditionen der Instrumente enthalten ist, in Bezug auf die Klassen von Instrumenten, auf die sich diese Konditionen der Instrumente beziehen, vor.

Aktien bezeichnet, je nach Sachverhalt, die Gründungsaktien und/oder die Compartment-Aktien.

Aktionär bezeichnet den jeweiligen Inhaber von Gründungsaktien oder Compartment-Aktien.

Ausgabetag bezeichnet, in Bezug auf die Instrumente, das Datum, das als solches in den betreffenden Konditionen der Instrumente, festgeschrieben wurde.

Berechnungsstelle bezeichnet die als solche gegebenenfalls in den entsprechenden Konditionen der Instrumente benannte Person.

Bewertungstag bezeichnet einen Tag, an dem ein Compartment-Wert oder ein Wert je Instrument von der Berechnungsstelle im Einklang mit den betreffenden Konditionen des Instruments berechnet wird.

Börse bezeichnet jede Börse einschließlich der geregelten Märkte, wie sie in Artikel 4 Absatz 1 Nr. 21 der Richtlinie 2014/65/EU des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 15. Mai 2014 über Märkte für Finanzinstrumente definiert sind.

Compartment bezeichnet einen getrennten und separaten Teil der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft im Sinne von Artikel 5 des Verbriefungsgesetzes, dem zu gegebenen Zeitpunkten Vermögenswerte zugewiesen werden.

Compartment-Aktien bezeichnet alle Aktien, die von der Gesellschaft jeweils innerhalb einer bestimmten Klasse und in Bezug auf ein bestimmtes Compartment ausgegeben werden, und die mit den in den jeweiligen Konditionen vorgesehenen Rechten ausgestattet sind.

Compartment-Aktionär bezeichnet die jeweiligen Inhaber von Compartment-Aktien.

Compartment-Wert bezeichnet in Bezug auf ein bestimmtes Compartment den an einem Bewertungstag bestimmten Wert der Vermögenswerte, die diesem Compartment zugewiesen bzw. zugerechnet werden, abzüglich der Forderungen von Transaktionsparteien (außer den Instrument-Inhabern) des jeweiligen Compartments.

Depotbank bezeichnet das Kreditinstitut oder gegebenenfalls die alternative Verwahrstelle, das/die jeweils von der Gesellschaft als Depotbank oder alternative Verwahrstelle für Vermögenswerte eines Compartments, wie in den betreffenden Konditionen der Instrumente, je nach Sachverhalt, bestimmt, bestellt werden kann.

Einlösungsbetrag bezeichnet den Betrag, zu dessen Erhalt jeder Inhaber einer Compartment-Aktie oder Genussrechts einer bestimmten Klasse am Rückzahlungstag gemäß der Satzung und der jeweiligen Konditionen der Instrumente einen Anspruch hat.

EUR, Euro, € bezeichnet die gesetzliche Währung hinsichtlich des Großherzogtums Luxemburg und die gesetzliche Währung der Mitgliedstaaten der Europäischen Union, die sich an der dritten Phase der europäischen Wirtschafts- und Währungsunion beteiligen.

Genehmigtes bezeichnet das, in Artikel 6 dieser Satzung beschriebene, genehmigte Kapital der Gesellschaft, in einer Höhe, wie sie von Zeit zu Zeit von der Hauptversammlung der Aktionäre festgelegt wird.

Genussrechte bezeichnet jegliche Genussrechte (parts bénéficiaires), die von der Gesellschaft von Zeit zu Zeit innerhalb einer bestimmten Klasse und in Bezug auf ein bestimmtes Compartment ausgegeben werden und die mit den in der Satzung und den maßgeblichen Konditionen der Instrumente vorgesehenen Rechten ausgestattet sind.

Genussrechtsinhaber bezeichnet die jeweiligen Inhaber von Genussrechten.

Geschäftstag bezeichnet einen Tag (außer einem Samstag oder Sonntag), an welchem Handelsbanken und Devisenmärkte in London, Luxemburg und an solchen anderen Orten, wie sie in den entsprechenden Konditionen der Instrumente bestimmt werden können, Zahlungen leisten und für das Hauptgeschäft (inklusive Handel in Devisen und Fremdwährungseinlagen) geöffnet haben.

Gesellschaft bezeichnet die Sachwert Verbriefungen S.A.

Gesetz von 1915 bezeichnet das Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen.

Gründungsaktien bezeichnet Gründungsaktien am Eigenkapital der Gesellschaft, die nicht für ein Compartment ausgegeben werden und die mit den, wie in der Satzung beschrieben, jeweils damit verbundenen Rechten ausgestattet sind.

Inhaberregister bezeichnet in Bezug die jeweils ausgegebenen Inhaberaktien oder Inhaberinstrumente jeder Klasse, das von der Verwahrstelle zum Zweck der Eintragung und Übertragung dieser Inhaberaktien oder Inhaberinstrumente im Sinne des Artikels 42 des Gesetzes von 1915 geführtem Register.

Instrumente bezeichnet jegliche Aktien, Genussrechte und/oder Schuldinstrumente.

Instrument-Inhaber bezeichnet die jeweiligen Inhaber von Instrumenten.

Inhaber von Gründungsaktien bezeichnet die jeweiligen Inhaber von Gründungsaktien.

Inhaber von Schuldinstrumenten bezeichnet die jeweiligen Inhaber von Schuldinstrumenten.

Klasse bezeichnet eine Klasse von Instrumenten, die für ein bestimmtes Compartment ausgegeben wird, wie in den jeweiligen Konditionen der Instrumente, je nach Sachverhalt, angegeben.

Konditionen bezeichnet in Bezug auf eine Klasse von Schuldinstrumenten die Bedingungen und Konditionen dieser Schuldinstrumente, wie sie im jeweiligen Prospekt und/oder den jeweiligen Transaktionsunterlagen ausgeführt sind.

Namensregister bezeichnet in Bezug auf die jeweils in Namensform ausgegebenen Aktien oder Instrumente jeder Klasse, das von der Gesellschaft am Sitz der Gesellschaft zum Zwecke der Eintragung und Übertragung dieser Namensaktien oder Namensinstrumente im Sinne des Artikel 39 des Gesetzes von 1915 geführtem Register.

Prospekt bezeichnet den Prospekt oder eine andere Angebotsunterlage, der bzw. die sich auf ein Compartment der Gesellschaft und auf eine bestimmte Klasse oder Klassen von Instrumenten bezieht, die für das betreffende Compartment ausgegeben werden.

Rückzahlungstag bezeichnet in Bezug auf jede Klasse von Compartment-Aktien oder Genussrechten den Tag, an dem der Rückzahlungsbetrag von der Gesellschaft gemäß der Satzung und den jeweiligen Konditionen der Instrumente zahlbar ist.

Satzung bezeichnet die Satzung der Gesellschaft, in der jeweils geltenden Fassung.

Schuldinstrumente bezeichnet jegliche Schuldinstrumente, die von der Gesellschaft jeweils innerhalb einer bestimmten Klasse und in Bezug auf ein bestimmtes Compartment ausgegeben werden und die mit den in den entsprechenden Konditionen vorgesehenen Rechten ausgestattet sind.

Tranche bezeichnet eine Tranche von Instrumenten, die von der Gesellschaft ausgegeben wurden und die eine Klasse oder einen Teil einer Klasse bilden.

Transaktionspartei bezeichnet in Bezug auf ein Compartment eine Partei, die von dem jeweiligen Compartment ausgegebene Instrumente hält, oder einen Gläubiger, dessen Ansprüche im Zusammenhang mit der Errichtung, dem Betrieb oder der Liquidation des betreffenden Compartments entstanden sind oder diesem vom Verwaltungsrat ordnungsgemäß zugewiesen wurden.

Transaktionsunterlagen bezeichnet in Bezug auf ein bestimmtes Compartment die von der Gesellschaft hinsichtlich dieses Compartments eingegangenen Verträge, die, je nach Sachverhalt, in den jeweiligen Konditionen der Instrumente aufgeführt sind.

Verbriefungsgesetz bezeichnet das Luxemburger Gesetz vom 22. März 2004 über Verbriefungen einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen.

Vermögenswerte bezeichnet in Bezug auf ein Compartment die Vermögenswerte dieses spezifischen Compartments.

Verwaltungsrat bezeichnet den Verwaltungsrat der Gesellschaft.

Wert der Klasse bezeichnet in Bezug auf eine Klasse von Instrumenten den Teil des Compartment-Wertes, der dieser Klasse zugewiesen oder zugerechnet wird.

Wert je Instrument bezeichnet in Bezug auf eine Klasse von (i) Compartment-Aktien, (ii) Genussrechten oder (iii) Schuldsinstrumenten, deren Rendite sich direkt aus den der Ausgabe dieser Schuldsinstrumente zugrunde liegenden Vermögenswerten ableitet, den Wert, der an einem Bewertungstag durch Teilung des Wertes der Klasse, der dieser Klasse von Instrumenten zuzurechnen ist, durch die Anzahl der zum jeweiligen Zeitpunkt in Umlauf befindlichen Instrumente ermittelt wird.

Verwahrstelle bezeichnet die in Luxemburg ansässige Person, die vom Verwaltungsrat der Gesellschaft mit der Verwahrung von Inhaberaktien oder Inhaberinstrumenten der jeweiligen Klasse von Instrumenten und der Führung des Inhaberregisters gemäß Artikel 42 des Gesetzes von 1915 beauftragt worden ist.

Abschnitt 2 - Die gesellschaft

Art. 2. Rechtsform und Name. Zwischen den Unterzeichnenden und allen, welche Eigentümer von nachfolgend ausgegebenen Aktien und Genussrechten werden, wird hiermit eine Gesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft (société anonyme), unter dem Namen "Sachwert Verbriefungen S.A.", welche den Status einer Verbriefungsgesellschaft (société de titrisation) im Sinne des Verbriefungsgesetzes hat und den Regelungen des Gesetzes von 1915 sowie des Verbriefungsgesetzes unterliegt, errichtet.

Art. 3. Gesellschaftssitz.

3.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Niederanven, Großherzogtum Luxemburg. Er kann durch Beschluss des Verwaltungsrats an jeden beliebigen Ort innerhalb der Gemeinde Luxemburg-Stadt verlegt werden. Er kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre an jeden beliebigen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

3.2 Durch Beschluss des Verwaltungsrats können Niederlassungen oder andere Büros sowohl in Luxemburg als auch im Ausland gegründet werden.

3.3 Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außerordentliche politische oder militärische Ereignisse sich ereignet haben oder unmittelbar bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die einfache Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann der Sitz zeitweilig bis zur vollständigen Behebung dieser besonderen Umstände ins Ausland verlegt werden; eine solche provisorische Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, welche ungeachtet einer solchen zeitweiligen Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 4. Dauer.

4.1 Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

4.2 Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre nach dem Verfahren, wie es für die Abänderung der Satzung vorgesehen ist, freiwillig aufgelöst und in Liquidation gesetzt werden, vorausgesetzt allerdings, dass die Gesellschaft solange nicht freiwillig aufgelöst und in Liquidation gesetzt wird, wie ein Compartment der Gesellschaft nicht in Übereinstimmung mit dieser Satzung und den entsprechenden Konditionen der Instrumente, die im Hinblick auf die Aktien jeder Klasse, die in einem solchen Compartment ausgegeben wurden, Anwendung finden, aufgelöst und liquidiert wurde.

Art. 5. Gesellschaftszweck.

5.1 Der ausschließliche Zweck der Gesellschaft ist es, im Zusammenhang mit dem Betrieb einer Plattform für Anlagen deutscher institutioneller Anleger in so genannte Alternative Investments ein oder mehrere Verbriefungsgeschäfte im Sinne des Verbriefungsgesetzes einzugehen, und die Gesellschaft kann in diesem Zusammenhang in einem oder mehreren Geschäften oder auf kontinuierlicher Basis, bestehende oder zukünftige Risiken, die im Zusammenhang mit der Beteiligung an Vermögenswerten, ob beweglich oder unbeweglich, materiell oder immateriell, stehen, sowie Risiken, die aus Verpflichtungen, die von Dritten übernommen wurden oder sich auf alle oder Teile der Tätigkeiten von Dritten beziehen, übernehmen. Die Gesellschaft kann diese Risiken durch Erwerb der Vermögenswerte, durch das Garantieren der Verbindlichkeiten oder durch Selbstbindung auf einem anderen Wege übernehmen. Soweit dies gesetzlich und gemäß dieser

Satzung zulässig ist, kann sie ebenso die Forderungen und andere von ihr gehaltene bestehende oder zukünftige Vermögenswerte, durch ein oder mehrere Geschäfte oder auf kontinuierlicher Basis übertragen oder diese veräußern.

5.2 Die Gesellschaft kann im gleichen Zusammenhang und in dem Maße, wie es das Verbriefungsgesetz zulässt, insbesondere Darlehen, Aktien, Anleihen, Schuldverschreibungen, Obligationen, Wechsel, Vorzugsdarlehen, Aktien bspw.

Fondsanteile, Optionsscheine und andere Wertpapiere erwerben, veräußern und in solche investieren. Die Gesellschaft kann im Sinne von Artikel 61 des Verbriefungsgesetzes an Luxemburger oder ausländische juristische Personen Pfandgegenstände, andere Garantien oder Sicherheiten jeder Art gewähren.

Die Gesellschaft kann im Rahmen eines Emissionsprogramms von Zeit zu Zeit Instrumente ausgeben, die sich auf ein oder mehrere getrennte Compartments beziehen, mit einem Ertrag, basierend auf der Entwicklung von jeder Art von Wertpapieren, Optionsscheinen, Darlehen, Aktien, Anleihen, Schuldverschreibungen, Obligationen, Wechsel, Vorzugsdarlehen, Anteilen bspw. Fondsaktien oder Finanzinstrumenten gleich welcher Art (einschließlich derivativer Instrumente), und/oder von jedem anderen Vermögenswert oder jedem anderen Risiko im Sinne von Artikel 53 des Verbriefungsgesetzes. Instrumente einer bestimmten Klasse können in einer oder mehreren Tranchen ausgegeben werden.

5.3 Die Gesellschaft kann, in dem Maße wie es das Verbriefungsgesetz zulässt, ihre Vermögenswerte unter den Bedingungen abtreten, welche der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit, in Übereinstimmung mit und gemäß den entsprechenden Konditionen der Instrumente, bezüglich der Instrumente, die von der Gesellschaft in Bezug auf solche Vermögenswerte ausgegeben werden, festsetzt.

5.4 Die Gesellschaft kann alle rechtlichen, kommerziellen, technischen und finanziellen Investitionen oder Tätigkeiten und im Allgemeinen alle Transaktionen, welche notwendig oder nützlich sind, um ihren Zweck zu erfüllen und weiterzuentwickeln, ebenso wie alle Tätigkeiten, die direkt oder indirekt die Erreichung des Zweckes in allen oben beschriebenen Bereichen erleichtern, ausführen.

5.5 Die Gesellschaft kann in jeder vom Verbriefungsgesetz erlaubten Form Kredite aufnehmen. Sie kann Wertpapiere jeder Art ausgeben, einschließlich unter einem oder mehreren Emissionsprogrammen. Die Gesellschaft kann, in dem Maße, wie es das Verbriefungsgesetz erlaubt, Risiken aufnehmen durch Eingehen von Darlehensgeschäften einschließlich bezüglich der Erträge aus Darlehen und/oder der Ausgabe von Wertpapieren mit ihren Tochtergesellschaften, verbundenen Unternehmen oder mit jeder anderen Gesellschaft.

5.6 Sämtliche Geschäfte und Transaktionen der Gesellschaft für eines der Compartments stehen unter dem Vorbehalt etwaiger Vorgaben und Beschränkungen der entsprechenden Konditionen der Instrumente und den jeweils maßgeblichen Konditionen.

Art. 6. Gesellschaftskapital.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft umfasst Gründungsaktien und kann, falls nachträglich ausgegeben, Compartment-Aktien umfassen. Bei Gründung hat die Gesellschaft ein ausgegebenes Gesellschaftskapital von einunddreißigtausend Euro (€ 31.000), bestehend aus dreihundertzehn (310) Gründungsaktien, jeder mit einem Nennwert von einhundert Euro (€ 100), welche alle voll einbezahlt wurden.

6.2 Die Gesellschaft hat ein Genehmigtes Kapital von einhundertfünfzig Millionen Euro (€ 150.000.000).

6.3 Das genehmigte und ausgegebene Kapital der Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Aktionäre nach dem Verfahren, wie es für eine Abänderung dieser Satzung vorgesehen ist, erhöht oder herabgesetzt werden.

6.4 Des Weiteren kann das ausgegebene Kapital der Gesellschaft innerhalb eines Zeitraums von bis zu fünf (5) Jahren nach Veröffentlichung vorliegender Gründungsurkunde aufgrund eines Verwaltungsratsbeschlusses durch die Ausgabe neuer Aktien bis zur Höhe des Betrages des Genehmigten Kapitals erhöht werden, ohne den bestehenden Aktionären Vorzugsrechte einzuräumen. Jedes Mal, wenn der Verwaltungsrat so handelt, um eine Erhöhung des ausgegebenen Kapitals wie in dieser Satzung vorgesehen ganz oder teilweise durchzuführen, wird der Verwaltungsrat veranlassen, diesen Artikel 6 aktualisieren zu lassen, so dass dieser diese Kapitalerhöhung widerspiegelt, und er wird alle notwendigen Handlungen vornehmen oder dazu ermächtigen, alle notwendigen Handlungen zum Zweck einer solchen Berichtigung in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Recht durchzuführen.

6.5 Der Verwaltungsrat kann von Zeit zu Zeit solche Kapitalreserven (zusätzlich zu jenen, die gesetzlich vorgeschrieben sind) bilden, wie sie nach seiner Entscheidung angemessen sind, und er kann ein Agio aus Geldmitteln, welche die Gesellschaft als Ausgabeprämien auf die Ausgabe und den Verkauf von Aktien erhalten hat, bilden, wovon die Reserven oder der Agio, zwecks Vorsorge für die Zahlung von Aktien, welche die Gesellschaft in Übereinstimmung mit dieser Satzung zurücknimmt, zum Ausgleich realisierter oder nicht realisierter Kapitalverluste, zur Zahlung einer Dividende oder einer anderen Ausschüttung oder, zwecks Zuordnung zum Betrag der gesetzlichen Rücklage oder zu jeder anderen Liquiditätsreserve, verwendet werden können und wie es durch die Hauptversammlung der Aktionäre oder den Verwaltungsrat, je nach Sachverhalt, bestimmt wurde.

6.6 Aktien, die innerhalb des Genehmigten Kapitals ausgegeben werden, können je nachdem, wie dies der Verwaltungsrat beschließt, aus Gründungsaktien und/oder zwei oder mehr verschiedenen Klassen bestehen. Die spezifischen, jeder Klasse von Aktien zugeordneten Rechte werden zum Zeitpunkt der Ausgabe durch den Verwaltungsrat im Falle der Ausgabe innerhalb des Genehmigten Kapitals beziehungsweise durch die Hauptversammlung der Aktionäre festgelegt.

6.7 Die Compartment-Aktionäre sind nicht dazu berechtigt, den Umtausch ihrer Aktien in Aktien, die sich auf ein anderes Compartment beziehen, zu verlangen.

6.8 Ungeachtet des Genehmigten Kapitals, kann das Gesellschaftskapital ferner durch Beschluss der Aktionäre nach dem Verfahren, wie es für eine Abänderung dieser Satzung vorgesehen ist, erhöht oder herabgesetzt werden.

6.9 Die Gesellschaft kann im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen ihre eigenen Aktien zurückkaufen und die Agiorücklage, soweit vorhanden, den Aktionären ganz oder teilweise zurückerstatten.

Art. 7. Aktien.

7.1 Gründungsaktien verleihen kein Recht auf Teilhabe an den bestehenden oder erwirtschafteten Vermögenswerten, Gewinnen oder Überschüssen eines jeden Compartments. Soweit nicht anderweitig in den entsprechenden Konditionen der Instrumente festgelegt, verleihen Compartment-Aktien kein Recht auf Teilhabe an den bestehenden oder erwirtschafteten Vermögenswerten, Gewinnen oder Überschüssen eines anderen/anderer Compartment(s) als dem/den Compartment(s), für welches/welche die Compartment-Aktien ausgegeben worden sind, diesbezüglich sind immer die Bedingungen anwendbar, die in den entsprechenden Konditionen der Instrumente festgelegt sind.

7.2 Gründungsaktien verleihen ihrem Inhaber das Recht, solche Gewinne von der Gesellschaft zu erhalten, die nicht (einem) für Ausschüttungen offene(n) Compartment(s) zugerechnet werden können, wie es die Hauptversammlung der Aktionäre in Übereinstimmung mit Artikel 15 entscheiden kann, und im Falle einer Auflösung und Liquidation der Gesellschaft gemäß Artikel 16, das Recht auf den Liquidationsüberschuss, der keinem/keinen Compartment(s) zugerechnet werden kann.

7.3 Die Aktien beinhalten die in Artikel 15.7 festgelegten Stimmrechte.

7.4 Aktien werden als Namensaktien oder Inhaberaktien ausgegeben.

Inhaberaktien können jederzeit auf Antrag ihres Eigentümers in Namensaktien umgetauscht werden. Namensaktien können nicht in Inhaberaktien umgetauscht werden, allerdings mit der Maßgabe, dass Compartment-Aktien in Form von Namensaktien in Inhaberaktien eines Compartments in dem Umfang umgewandelt werden können, wie diese Umwandlung in den entsprechenden Konditionen der Instrumente ausdrücklich vorgesehen ist. Eine Umwandlung von Inhaberaktien in Namensaktien wird durch Annullierung des Inhaberaktienzertifikates, die Austragung aus dem Inhaberregister und einen Eintrag in das Namensregister, um diese Übertragung zu belegen, durchgeführt. Eine Umwandlung von Namensaktien in Inhaberaktien wird durch die Ausgabe eines oder mehrerer Inhaberaktienzertifikate, eine Austragung aus dem Namensregister und einen Eintrag in das Inhaberregister, um diese Umwandlung zu belegen, durchgeführt. Der Verwaltungsrat kann die Kosten einer solchen Umwandlung dem die Umwandlung beantragenden Aktionär auferlegen.

7.5 Das Namensregister wird am Sitz der Gesellschaft geführt, wo es jedem Aktionär zur Einsichtnahme zur Verfügung steht. Das Namensregister hat alle nach Artikel 39 des Gesetzes von 1915 erforderlichen Informationen zu enthalten. Inhaber von Namensaktien können bei der Gesellschaft beantragen, ein von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschriebenes Zertifikat auszugeben und auszuliefern, in dem ihr jeweiliger Besitz an Namensaktien aufgeführt ist.

7.6 Das Eigentum an Namensaktien entsteht mit der Registrierung in besagtes Namensregister. Die Übertragung von Namensaktien wird durch Eintragung einer schriftlichen Übertragungserklärung im Namensregister, die durch den Zedenten und den Zessionar, oder hierzu ordnungsgemäß bevollmächtigte Personen, datiert und unterzeichnet sein muss, wirksam. Jede Übertragung von Namensaktien wird in das Namensregister eingetragen; diese Eintragung muss von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern oder leitenden Angestellten der Gesellschaft, oder von einer oder mehreren hierzu vom Verwaltungsrat ordnungsgemäß ermächtigten anderen Person(en) unterzeichnet sein.

7.7 Inhaberaktien sind von zwei Mitgliedern gemeinsam zu unterzeichnen. Die Übertragung von Inhaberaktien ist der Verwahrstelle schriftlich mitzuteilen und sodann im Inhaberregister einzutragen. Die Übertragung von Inhaberaktien kann der Gesellschaft erst nach erfolgter Eintragung in das Inhaberregister entgegengehalten werden. Die Ausübung der mit den Inhaberaktien verbundenen Rechte setzt eine vorherige Eintragung in das Inhaberregister voraus. Das Inhaberregister wird durch die Verwahrstelle geführt und hat die gemäß Artikel 42 des Gesetzes von 1915 erforderlichen Informationen zu enthalten. Das Recht auf Einsicht in das Inhaberregister erstreckt sich ausschließlich auf die seitens des jeweiligen Aktionärs gehaltenen Inhaberaktien. Ein Einsichtsrecht in das gesamte Inhaberregister besteht nicht. Die Verwahrstelle hat dem jeweiligen Aktionär auf Verlangen ein Zertifikat auszustellen, welches die vorhandenen Eintragungen des entsprechenden Aktionärs im Inhaberregister bestätigt.

7.8 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Eigentümer pro Aktie an; soweit eine Aktie von mehr als einer Person gehalten wird, werden die Personen, die das Eigentum an der Aktie für sich beanspruchen, einen einzigen Vertreter bestellen müssen, welcher diese Aktie gegenüber der Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft hat das Recht, die Ausübung aller mit dieser Aktie verbundenen Rechte auszusetzen, bis eine Person als der alleinige Eigentümer gegenüber der Gesellschaft bestimmt worden ist.

7.9 Die Aktien sind frei übertragbar, außer, wenn für Compartment-Aktien ausdrücklich in den entsprechenden Konditionen der Instrumente etwas anderes vorgesehen ist.

7.10 Wenn ein Eigentümer einer Inhaberaktie gegenüber der Gesellschaft glaubhaft darlegen kann, dass sein Inhaberaktienzertifikat verloren, beschädigt oder zerstört wurde, kann auf seinen Antrag und zu den Bedingungen und zu den Garantien, welche die Gesellschaft bestimmt und verlangt, ein Duplikat eines Inhaberaktienzertifikates ausgegeben werden. Mit Ausgabe des neuen Inhaberaktienzertifikates, auf welchem vermerkt wird, dass es sich um ein Duplikat handelt, wird das ursprüngliche Inhaberaktienzertifikat, als dessen Ersatz das neue Inhaberaktienzertifikat ausgegeben wurde, ungültig. Beschädigte Aktienzertifikate können von der Gesellschaft annulliert und durch neue Zertifikate ersetzt werden. Die Ge-

sellschaft kann dem Aktionär nach ihrem Ermessen die Kosten eines Duplikates oder eines neuen Inhaberaktienzertifikat auferlegen, sowie alle zu Lasten der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und Registrierung hiervon oder im Zusammenhang mit der Annullierung des ursprünglichen Inhaberaktienzertifikat angefallenen angemessenen Aufwendungen verlangen.

7.11 Die Gesellschaft kann beschließen, Aktienbruchteile einer Compartment-Aktie auszugeben. Solche Aktienbruchteile einer Compartment-Aktie verleihen kein Stimmrecht, jedoch ein Recht auf einen entsprechenden Bruchteil an dem der entsprechenden Klasse von Compartment-Aktien zuzuordnenden Nettovermögen. Soweit ein Aktionär Bruchteile von Compartment-Aktien hält, die im Ganzen einer ganzen Compartment-Aktie entsprechen, ist dieser Aktionär, vorbehaltlich der Bestimmungen der entsprechenden Konditionen der Instrumente, zu einer Stimme berechtigt.

Art. 8. Verwaltungsrat.

8.1 Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der sich aus nicht weniger als drei Mitgliedern zusammensetzt, die keine Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden von den Aktionären auf der Hauptversammlung der Aktionäre gewählt; auf Letzterer werden ferner deren Vergütung und die Dauer, für die sie gewählt werden und welche einen Zeitraum von maximal sechs (6) Jahren nicht überschreiten kann, festgelegt.

8.2 Der Verwaltungsrat wird mit der Mehrheit der Stimmen der auf einer Hauptversammlung der Aktionäre anwesenden oder vertretenen Aktien gewählt.

8.3 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit auf Beschluss, der mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien auf einer Hauptversammlung gefasst wurde, mit oder ohne Grund abberufen oder ersetzt werden.

8.4 Im Falle eines freigewordenen Verwaltungsratsmandates können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder vorübergehend die unbesetzte Stelle durch Ernennung eines provisorischen Verwaltungsratsmitgliedes im Rahmen einer Verwaltungsratssitzung besetzen; eine endgültige Entscheidung hinsichtlich dieser Nominierung treffen die Aktionäre auf ihrer nächsten Hauptversammlung. Fällt infolge die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder infolge eines freigewordenen Verwaltungsratsmandates unter die gesetzliche Mindestanzahl haben die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder vorübergehend die unbesetzte Stelle durch Ernennung eines provisorischen Verwaltungsratsmitgliedes besetzen oder unverzüglich eine Hauptversammlung der Aktionäre einzuberufen. Die endgültige Entscheidung hinsichtlich dieser Nominierung treffen die Aktionäre auf ihrer nächsten Hauptversammlung

Art. 9. Verwaltungsratssitzungen.

9.1 Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und kann des Weiteren einen oder mehrere stellvertretende(n) Vorsitzende(n) wählen. Ferner kann er einen Schriftführer benennen, der kein Verwaltungsratsmitglied sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Hauptversammlungen der Aktionäre erstellt und aufbewahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung des Vorsitzenden, oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einberufungsmitteilung angegebenen Ort zusammen.

9.2 Der Vorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Hauptversammlungen der Aktionäre. In seiner Abwesenheit bestimmen die Aktionäre oder die Verwaltungsratsmitglieder per Mehrheitsentscheid ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder, im Falle einer Hauptversammlung der Aktionäre, jede andere Person, um den Vorsitz dieser Sitzungen bzw. Versammlungen zu übernehmen.

9.3 Beschlüsse des Verwaltungsrates werden durch Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Verwaltungsratsbeschlüsse werden mindestens von zwei anwesenden oder vertretenen Personen getroffen.

9.4 Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich eines geschäftsführenden Direktors, eines Geschäftsführers und stellvertretende Geschäftsführer sowie sonstige leitende Angestellte, wie sie von der Gesellschaft für die Geschäftsführung und Verwaltung der Gesellschaft für notwendig erachtet werden, ernennen. Derartige Ernennungen können vom Verwaltungsrat jederzeit gekündigt werden. Die leitenden Angestellten müssen nicht Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre der Gesellschaft sein. Die leitenden Angestellten haben die ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Rechte und Aufgaben.

9.5 Mindestens einen Geschäftstag vor dem vorgesehenen Sitzungstermin hat, außer im Falle einer Dringlichkeit, in welchem Falle die Gründe für diese Dringlichkeit im Einberufungsschreiben dargelegt werden müssen, die schriftliche Einberufung der Verwaltungsratssitzung an alle Verwaltungsratsmitglieder zu erfolgen. Auf ein Einberufungsschreiben kann verzichtet werden, wenn jedes Verwaltungsratsmitglied dem schriftlich, durch Telefax oder mittels eines ähnlichen Kommunikationsmittels zugestimmt hat. Eine gesonderte Einberufung ist nicht erforderlich im Hinblick auf Verwaltungsratssitzungen, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, wie diese(r) in einem zuvor bereits getroffenen Verwaltungsratsbeschluss festgelegt wurde.

9.6 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann ein anderes Verwaltungsratsmitglied schriftlich per Telegramm, Telex, Telefax oder einem ähnlichen Kommunikationsmittel zu seinem Stellvertreter auf einer Verwaltungsratssitzung bestellen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

9.7 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an einer Verwaltungsratssitzung im Rahmen einer Telefonkonferenz oder ähnlicher Kommunikationsmittel teilnehmen. Diese sollten sicherstellen, dass alle an einer solchen Sitzung teilnehmenden Personen sich gegenseitig hören können. Die Teilnahme an einer Sitzung im vorbezeichneten Sinne steht der physischen Teilnahme an einer solchen Sitzung gleich.

9.8 Der Verwaltungsrat kann rechtswirksam nur Beschlüsse treffen und Handlungen vornehmen, wenn mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder oder eine andere vom Verwaltungsrat festgelegte Zahl an Mitgliedern anwesend oder vertreten ist.

9.9 Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in einem Sitzungsprotokoll protokolliert und vom Vorsitzenden der Verwaltungsratsitzung unterzeichnet. Abschriften der Auszüge solcher Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden müssen, werden rechtswirksam durch den Vorsitzenden der Verwaltungsratsitzung oder durch ein Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet.

9.10 Von allen Verwaltungsratsmitgliedern getroffene und unterzeichnete schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren sind ebenso wirksam wie auf einer Verwaltungsratsitzung getroffene Beschlüsse; jedes Verwaltungsratsmitglied muss schriftlich, entweder per Telegramm, Telex, Telefax oder mittels eines ähnlichen Kommunikationsmittels dem entsprechenden Beschluss zustimmen. Die Gesamtheit der schriftlichen Beschlüsse bildet das Protokoll zum Nachweis der getroffenen Entscheidung.

Art. 10. Befugnisse des Verwaltungsrates.

10.1 Der Verwaltungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, um sämtliche Handlungen der Geschäftstätigkeit und der Verwaltung im Rahmen des Gesellschaftszweckes vorzunehmen.

10.2 Sämtliche nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehaltenen Befugnisse fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Art. 11. Unterschriftsberechtigung. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtswirksam durch die gemeinsame Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder oder durch gemeinsame oder alleinige Unterschrift der Person(en), die hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

Art. 12. Übertragung von Befugnissen / Zustimmung.

12.1 Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse zur Durchführung der täglichen Geschäftsführung und zur Vornahme von Handlungen der Gesellschaft (einschließlich der Befugnis, als Unterschriftsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) sowie seine Befugnisse zur Vornahme von dem Gesellschaftszweck oder der Gesellschaftspolitik förderlichen Handlungen auf eine oder mehrere natürliche oder juristische Person(en) übertragen, die keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen und welche die vom Verwaltungsrat festgelegten Befugnisse haben und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Ermächtigung des Verwaltungsrates, weiterdelegieren können.

12.2 Der Verwaltungsrat kann zudem andere spezielle Vollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Vollmacht erteilen.

12.3 Der Verwaltungsrat kann für ein Compartment gemäß Abschnitt 3 die Gründung eines Beirates beschließen. Je nach Beauftragung durch den Verwaltungsrat berät der Beirat den Verwaltungsrat der Gesellschaft und spricht Empfehlungen hinsichtlich der Transaktionen betreffend die von der Gesellschaft in dem Compartment gehaltenen Vermögensgegenstände aus und nimmt gegebenenfalls gewisse überwachende Funktionen wahr. Einzelheiten werden in einer entsprechenden Geschäftsordnung des Beirates geregelt.

Art. 13. Interessenkonflikte.

13.1 Verträge oder sonstige Transaktionen der Gesellschaft mit einem anderen Unternehmen werden nicht durch die Tatsache beeinträchtigt oder unwirksam, dass eines oder mehrere der Mitglieder des Verwaltungsrates oder leitende Angestellte der Gesellschaft an diesem anderen Unternehmen beteiligt sind oder dort als Mitglied des Verwaltungsrates bzw. als Gesellschafter, leitender Angestellter oder als Mitarbeiter tätig sind. Ein Mitglied des Verwaltungsrates oder ein leitender Angestellter, welcher als Mitglied des Verwaltungsrates oder als leitender Angestellter oder als Mitarbeiter bei einem Unternehmen tätig ist, mit der die Gesellschaft beabsichtigt, einen Vertrag abzuschließen oder anderweitige geschäftliche Beziehungen aufzunehmen, ist nicht auf Grund seiner Verbundenheit mit dem anderen Unternehmen daran gehindert, an Beratungen, Abstimmungen oder Handlungen in Bezug auf Angelegenheiten teilzunehmen, welche sich im Hinblick auf diesen Vertrag oder in Bezug auf sonstige geschäftliche Angelegenheiten ergeben, sofern etwaigen Interessenskonflikten im Sinne der Instrumenteninhaber gebührend Rechnung getragen wird.

13.2 Sofern ein Mitglied des Verwaltungsrates oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft bei einer Transaktion der Gesellschaft persönliche Interessen verfolgt, die denen der Gesellschaft zuwider laufen oder einem Interessenskonflikt unterliegt, ist dieses Mitglied des Verwaltungsrates oder der leitende Angestellte verpflichtet, den Verwaltungsrat von diesen gegensätzlichen Interessen in Kenntnis zu setzen; das betreffende Mitglied ist daraufhin von der Beratung und Abstimmung im Zusammenhang mit der Transaktion ausgeschlossen. Die Transaktion und das diesbezügliche Interesse des Verwaltungsratsmitgliedes oder leitenden Angestellten ist auf der nächstfolgenden Hauptversammlung der Aktionäre offen zu legen.

Art. 14. Schadloshaltung der Verwaltungsratsmitglieder und leitenden Angestellten. Die Gesellschaft wird jedes Mitglied des Verwaltungsrates sowie jeden leitenden Angestellten und dessen Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter im Hinblick auf alle angemessenen Ausgaben gegenüber Dritten schadlos halten, welche diesem im Zusammenhang mit einer Klage, einer Rechtsverfolgungsmaßnahme oder einem Verfahren entstanden sind, bei welchen er aufgrund seiner Stellung oder früheren Stellung als Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter der Gesellschaft Partei ist, außer im Zusammenhang mit Angelegenheiten, in denen er aufgrund einer solchen Klage, Rechtsverfolgungsmaßnahme oder

Verfahren wegen grober Fahrlässigkeit oder Fehlverhaltens endgültig verurteilt wird. Das vorstehende Recht auf Schadloshaltung schließt andere ihm etwaig zustehende Ansprüche nicht aus.

Art. 15. Hauptversammlungen der Aktionäre.

15.1 Jede ordentlich zustande gekommene Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft vertritt die Gesamtheit der Aktionäre. Sie verfügt über die Befugnisse, Handlungen im Zusammenhang mit den Geschäften der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre der Gesellschaft ohne Rücksicht darauf, welche Klassen von Aktien sie halten.

15.2 Eine Hauptversammlung der Aktionäre wird durch den Verwaltungsrat einberufen. Sie kann auch auf schriftlichen Antrag der Aktionäre, die wenigstens ein Zehntel des Aktienkapitals der Gesellschaft vertreten, einberufen werden.

15.3 Die Einladung zu einer Hauptversammlung der Aktionäre enthält die Tagesordnung, den Ort, das Datum sowie die Uhrzeit der Versammlung. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in dem Fall, in welchem die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre einberufen wird, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann. Die auf einer Hauptversammlung der Aktionäre zu behandelnden Fragen sind auf die in der Tagesordnung (welche sämtliche gesetzlich erforderlichen Punkte zu enthalten hat) aufgeführten und damit in Zusammenhang stehenden Punkte beschränkt.

15.4 Sofern sämtliche Aktionäre auf der Hauptversammlung der Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sie alle erklären, dass sie ordnungsgemäß über die Tagesordnung der Hauptversammlung in Kenntnis gesetzt wurden, kann die Versammlung ohne vorherige Einladung abgehalten werden.

15.5 Die Jahreshauptversammlung der Aktionäre wird in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft, oder an einem anderen Ort in Luxemburg, wie in der Einladung zur Versammlung gegebenenfalls angegeben, am dritten Montag des Monats Mai um 14 Uhr Luxemburger Zeit abgehalten. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder kein Geschäftstag, so tritt die Jahreshauptversammlung am nächstfolgenden Geschäftstag zusammen. Weitere Hauptversammlungen der Aktionäre können an einem in der Einladung angegebenen Ort und zu einer dort angegebenen Zeit abgehalten werden.

15.6 Soweit nichts anderes durch diese Satzung bestimmt, gelten hinsichtlich der Einladungen und für die Durchführung der Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft die vom Gesetz von 1915 geforderten Erfordernisse hinsichtlich der Beschlussfähigkeit und der Fristen.

15.7 Unbeschadet anderer Bestimmungen dieser Satzung oder den jeweils anwendbaren Konditionen der Instrumente bestimmen sich die mit Aktien von unterschiedlichem Nominalwert verbundenen Stimmrechte nach dem von diesen Aktien vertretenen Kapitalanteil. Mit Schuldverschreibungen und anderen Schuldtiteln verbundene Stimmrechte sind stets proportional zu dem von diesen vertretenen Kreditbeträgen. Ein Aktionär kann auf jeder Hauptversammlung der Aktionäre durch die Ernennung einer anderen Person als seinen Stellvertreter mittels Schriftstück oder Telefax handeln. Soweit nicht vom Gesetz von 1915 anders verlangt, werden Beschlüsse auf einer ordnungsgemäß eingeladenen Hauptversammlung der Aktionäre mit einfacher Mehrheit der wählenden anwesenden und vertretenen Aktionäre getroffen.

Art. 16. Auflösung und Liquidation der Gesellschaft.

16.1 Die Gesellschaft kann, durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre und nach dem Verfahren, wie es für die Abänderung der Satzung vorgesehen ist, freiwillig aufgelöst und liquidiert werden, allerdings mit der Maßgabe, dass die Gesellschaft solange nicht freiwillig aufgelöst und liquidiert wird, wie irgendein Compartment der Gesellschaft nicht in Übereinstimmung mit dieser Satzung und den betreffenden Konditionen der Instrumente oder den betreffenden Konditionen der Instrumente jeder Klasse, die in einem solchen Compartment ausgegeben wurden, aufgelöst und liquidiert worden ist.

16.2 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, die ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und von der Hauptversammlung der Aktionäre, die über die Auflösung entscheidet ernannt werden und welche auch ihre Befugnisse und Vergütung festlegt.

16.3 Der Überschuss, der sich aus der Verwertung der Vermögenswerte und der Bezahlung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft, die keinem Compartment zugeordnet oder zugerechnet werden können, ergibt, wird zwischen den Inhabern der Gründungsaktien im Verhältnis zu den Gründungsaktien, die diese halten, verteilt.

Abschnitt 3 - Compartments

Art. 17. Bildung von Compartments.

17.1 Der Verwaltungsrat ist berechtigt, ein oder mehrere Compartments zu errichten, die sich durch die Art der erworbenen Risiken oder Anlagen, die jeweils unterschiedlichen Ausgabebedingungen für die Klassen von Instrumenten bezüglich solcher Compartments und hinsichtlich anderer Eigenschaften unterscheiden können.

17.2 Die Bedingungen und Konditionen der Klassen von Instrumenten, die für die einzelnen Compartments ausgegeben werden, und die spezifischen Ziele der jeweiligen Compartments werden vom Verwaltungsrat oder der Hauptversammlung der Aktionäre bestimmt und in den jeweiligen Konditionen der Instrumente oder in den maßgeblichen Konditionen in Bezug auf die jeweiligen Klasse ausgeführt. Die Zeichnung von Instrumenten impliziert für jeden Inhaber dieser Instrumente, dass er die Satzung und die Bedingungen der jeweiligen Instrumente in vollem Umfang beachtet und an diese gebunden ist. Jedes Compartment kann Aktien, Genussrechte und/oder Schuldinstrumente ausgeben und derivative Geschäfte eingehen.

17.3 Die Gesellschaft darf, in Bezug auf jedes Compartment, ein oder mehrere Instrumentarten, wie in Artikel 21 (Instrumente - Allgemeines) weiter bestimmt, ausgeben und darf jede Art von Vereinbarung, in Bezug auf solche Instrumente, und zum Zweck der Verbriefung von Vermögenswerten, die einem Compartment zugeordnet oder zurechenbar sind, eingehen.

Art. 18. Trennung von Compartments.

18.1 Jedes Compartment wird einem getrennten und separaten Teil der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft entsprechen, und (i) die Rechte von Transaktionsparteien eines Compartments sind auf die Vermögenswerte dieses Compartments beschränkt, und (ii) die Vermögenswerte eines Compartments stehen ausschließlich zur Verfügung, um die Rechte der Transaktionsparteien dieses Compartments zu befriedigen. Im Verhältnis unter den Instrument-Inhabern wird jedes Compartment als separate Einheit betrachtet.

18.2 Vorbehaltlich bestimmter Rechte oder Beschränkungen, die, wie in der Satzung und den betreffenden Konditionen der Instrumente oder in den Konditionen näher beschrieben, zur jeweiligen Zeit an ein Instrument geknüpft sind, sollen bei Liquidation eines Compartments die Vermögenswerte dieses Compartments verwendet werden (a) zuerst zur Zahlung oder Ausgleichung aller diesem Compartment zugehörigen oder zurechenbaren Honorare, Kosten, Gebühren, Ausgaben, Verbindlichkeiten und anderen Beträgen inklusive angeforderter Steuerzahlungen (die nicht zu den unter Buchstabe (b) hiernach aufgeführten Beträgen gehören); und (b) zweitens, pro rata zur Zahlung von den Inhabern solcher Instrumente direkt oder indirekt geschuldeter Beträge, vorbehaltlich, soweit mehr als eine Klasse oder Art Instrument pro Compartment ausgegeben wurde, der Einhaltung von vereinbarten Zahlungsprioritäten, wie sie von der entsprechenden, auf dieses Instrument anwendbaren Konditionen der Instrumente oder den entsprechenden Konditionen, je nach Sachverhalt, bestimmt wurde.

18.3 Sofern das veräußerte Nettovermögen eines Compartments für die Zahlung in voller Höhe eines an die entsprechende Klasse in Übereinstimmung mit dieser Satzung, den entsprechenden Konditionen der Instrumente oder den entsprechenden Konditionen, je nach Sachverhalt, zahlbaren Betrages nicht ausreicht, haben die betreffenden Inhaber keinen Anspruch gegen die Gesellschaft für oder in Bezug auf einen Fehlbetrag und keinen Anspruch gegen ein anderes Compartment oder einen anderen Vermögenswert der Gesellschaft.

Art. 19. Bilanzunterlagen der Compartments.

19.1 Der Verwaltungsrat erstellt und hält für jedes Compartment der Gesellschaft zum Zwecke der Ermittlung der Rechte der Transaktionsparteien eines jeden Compartments und zum Zwecke der Ausführung dieser Satzung und, je nach Sachverhalt, den betreffenden Konditionen der Instrumente oder Konditionen getrennte Bilanzunterlagen, welche in Abwesenheit von offensichtlichen Fehlern als beweiskräftige Belege dieser Rechte gelten.

19.2 Soweit irgendwelche Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten der Gesellschaft keinem bestimmten Compartment zugeordnet werden können, werden diese Vermögenswerte und Verbindlichkeiten im Verhältnis zum Gesamtwert der von diesem Compartment ausgegebenen Instrumente oder in einer anderen vom Verwaltungsrat in angemessener Weise und in gutem Glauben festgelegten Art zugeordnet, vorausgesetzt, dass diese Verbindlichkeiten die Gesellschaft als Ganzes binden, solange mit den Gläubigern nichts anderes vereinbart wurde.

19.3 Aggregierte Konten der Gesellschaft, einschließlich aller Compartments, werden in Euro ausgedrückt. Die Referenzwährungen der Compartments können andere Währungen sein.

Art. 20. Liquidation von Compartments. Soweit nichts anderes in den Bestimmungen der Instrumente bezüglich eines Compartments in den entsprechenden Konditionen der Instrumente bzw. den entsprechenden Konditionen festgelegt ist, kann der Verwaltungsrat jederzeit jedes einzelne Compartment liquidieren.

Abschnitt 4 - Instrumente

Art. 21. Instrumente - Allgemeines. Innerhalb jedes Compartments kann die Gesellschaft eine oder mehrere Arten von Instrumenten ausgeben. Diese Instrumente sind den Bestimmungen dieses Abschnitts 4 und den entsprechenden Konditionen bezüglich solcher Instrumente unterworfen. Sollten zwischen der Satzung und den entsprechenden Konditionen der Instrumente Widersprüche bestehen, so sind die Bestimmungen der entsprechenden Konditionen der Instrumente ausschlaggebend.

Art. 22. Compartment - Aktien.

22.1 Soweit in diesem Artikel 22 oder den entsprechenden Konditionen der Instrumente keine abweichenden Bestimmungen enthalten sind, sind die Vorschriften des Artikels 7 (Aktien) auch auf Compartment-Aktien anwendbar.

22.2 Innerhalb der Grenzen des Genehmigten Kapitals ist der Verwaltungsrat ermächtigt, (i) von Zeit zu Zeit wie es der Verwaltungsrat in seinem Ermessen entscheidet (immer vorbehaltlich der Bestimmungen jedes in Bezug auf ein solches Compartment ausgegebenen Instruments) und innerhalb eines Zeitraumes, der fünf Jahre nach dem Tag der Veröffentlichung des jüngsten Beschlusses der Hauptversammlung der Aktionäre, in welchem über den Betrag des Genehmigten Kapitals entschieden wurde, abläuft, Compartment-Aktien gegen Bareinlagen, Sacheinlagen oder gegen eine ganz oder teilweise Umwandlung der Nettogewinne oder jeglicher anderer zur Verfügung stehender Rücklagen eines bestimmten Compartments in Aktienkapital auszugeben; und (ii) die Bedingungen einer solchen Kapitalerhöhung und Aktienaussgabe, einschließlich im Hinblick auf die Bareinlagen und die Sacheinlagen, den Preis pro Compartment-Aktie und die Zahlungs-

bzw. Lieferbedingungen festzulegen. Innerhalb dieses Zeitraumes von fünf Jahren wird und ist der Verwaltungsrat hierdurch bevollmächtigt, Compartment-Aktien und Optionen zur Zeichnung von Compartment-Aktien solchen Personen zu solchen Bedingungen auszugeben bzw. zu gewähren, wie er es für angemessen hält (und insbesondere eine solche Ausgabe durchzuführen, ohne den existierenden Aktionären ein Vorzugsrecht im Hinblick auf die ausgegebenen Aktien einzuräumen).

22.3 Alle ausgegebenen Compartment-Aktien der Gesellschaft sind rücknehmbare Aktien. Gezeichnete und voll einbezahlte Compartment-Aktien sind jederzeit auf Verlangen des Verwaltungsrats der Gesellschaft zum einschlägigen Rücknahmebetrag im Einklang mit dem Gesetz von 1915 rücknehmbar. Der Rücknahmebetrag für eine Compartment-Aktie entspricht dem Wert je Instrument der Compartment-Aktie, welcher, solange nicht in den entsprechenden Konditionen der Instrumente etwas anderes vorgesehen ist, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Artikel 25 zum in den relevanten Konditionen der Instrumente bestimmten Bewertungstag bestimmt wird, abzüglich gegebenenfalls eines Betrages, der den Abgaben und Gebühren entspricht, welche aufgrund von zur Finanzierung der Rücknahme vorgenommenen Verfügungen über Gesellschaftsinvestitionen, die dem betreffenden Compartment am Rücknahmetag zugeordnet oder zurechenbar sind, entstehen; diese Abgaben und Gebühren müssen in Bezug auf alle Compartment-Aktien der betreffenden Klasse prozentual gleich sein.

22.4 Der Rücknahmebetrag wird in bar oder, falls in den betreffenden Konditionen der Instrumente vorgesehen, als Sachleistung ausbezahlt. Der Rücknahmebetrag ist, soweit nicht in den relevanten Konditionen der Instrumente anders vorgeschrieben, innerhalb eines vom Verwaltungsrat nach billigem Ermessen bestimmten Zeitraumes zu zahlen, wie dies in den betreffenden Konditionen der Instrumente festgelegt ist.

22.5 Soweit in den betreffenden Konditionen der Instrumente nichts Anderweitiges vorgesehen ist, werden Compartment-Aktien auf pro-rata Basis unter den Aktionären der betreffenden Klasse(n) zurückgenommen. Die Rücknahme von Compartment-Aktien kann nur mittels jener Beträge, die in Übereinstimmung mit dem Gesetz von 1915 zur Ausschüttung verfügbar sind (ausschüttbare Mittel inklusive der Emissionsagiorücklage, soweit vorhanden) und welche Einnahmen aus einer teilweisen oder vollständigen Veräußerung und/oder anderes Einkommen des betreffenden Compartments darstellen, vorgenommen werden. Soweit Eigentümern einer bestimmten Klasse von Compartment-Aktien zur Zeit der Ausgabe bestimmte Rücknahmerechte gewährt worden sind, und die thesaurierten Gewinne und die freiwilligen Rücklagen der Gesellschaft, die dem/den relevanten Compartment(s) zuzuordnen oder zuzurechnen sind, nicht zur Zahlung des Rücknahmebetrages aller Compartment-Aktien, deren Rücknahme von den Aktionären verlangt wurde, ausreichen, werden die entsprechenden Rücknahmeanträge auf pro-rata Basis reduziert, soweit in den entsprechenden Konditionen der Instrumente nichts anderes vorgesehen ist.

22.6 Die zurückgenommenen Compartment-Aktien werden sofort suspendiert und beinhalten als solche kein Stimmrecht mehr und kein Recht auf die Ausschüttung von Dividenden oder Zahlung von Liquidationserlösen. Die Eigentümer von Compartment-Aktien stimmen zu, dass die Rücknahme von Compartment-Aktien, die in Übereinstimmung mit den vorliegenden Bestimmungen vorgenommen wird, ihr Recht auf Gleichbehandlung durch die Gesellschaft beachtet. Compartment-Aktien sind nicht auf Antrag eines Aktionärs rücknehmbar, außer dann, wenn solche Rücknahmerechte in den betreffenden Konditionen der Instrumente vorgesehen sind. Wo der Besitz von Compartment-Aktien durch eine Partei von der Gesellschaft als nachteilig für die Gesellschaft erachtet wird, kann die Gesellschaft sich entscheiden, solche Compartment-Aktien zum einschlägigen Wert je Instrument zurückzunehmen.

22.7 Ein dem Nominalwert entsprechender Betrag, oder, in Ermangelung hiervon der Nennwert, aller zurückgenommenen Compartment-Aktien muss in eine Rücklage einbezogen werden, die außer im Fall der Herabsetzung des gezeichneten Aktienkapitals, nicht an die Aktionäre ausgeschüttet werden kann. Die Rücklage kann lediglich zur Erhöhung des gezeichneten Aktienkapitals durch die Kapitalisierung von Rücklagen genutzt werden.

22.7 Die Rücknahme von Compartment-Aktien ist im Einklang mit Artikel 9 des Gesetzes von 1915 zu veröffentlichen.

Art. 23. Genussrechte.

23.1 Vorbehaltlich der Vorschriften dieses Artikels 23 werden die einem Genussrecht zugewiesenen Rechte und Pflichten zum Zeitpunkt der Ausgabe und danach von Zeit zu Zeit bestimmt, so wie dies in den betreffenden Konditionen der Instrumente festgelegt ist.

23.2 Genussrechte können gegen Bareinlagen oder gegen Sacheinlagen ausgegeben werden. Sacheinlagen sind der Prüfung durch einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer hinsichtlich der Bewertung dieser Einlagen unterworfen. Die betreffenden Konditionen der Instrumente haben den Ausgabepreis jedes Genussrechts darzustellen.

23.3 Die betreffenden Konditionen der Instrumente legen die Bedingungen jeder Klasse von Genussrechten dar und spezifiziert

- (a) die Währung der Genussrechte,
- (b) die Vermögenswerte, in Bezug auf welche die Genussrechte ausgegeben werden,
- (c) die Details jeglicher zahlbarer Dividenden und die Währung, in welcher die Dividenden gezahlt werden, den Rücknahmebetrag und die Währung, in welcher der Rücknahmebetrag gezahlt werden wird, und den Rücknahmetag,
- (d) die Methode der Ermittlung des Rücknahmebetrages,
- (e) Einschränkungen, soweit vorhanden, der Stimmrechte, die mit den Genussrechten verbunden sind; und

(f) jegliche anderen Rechte, Pflichten und Einschränkungen, die mit dem Genussrecht verbunden sind, wie der Verwaltungsrat in seinem alleinigen, uneingeschränkten Ermessen bestimmen kann.

23.4 Die Bedingungen jeder Klasse von Genussrechten, wie in den relevanten Konditionen der Instrumente dargestellt und, soweit das der Fall ist, wie von Zeit zu Zeit in Übereinstimmung mit der Satzung und den relevanten Konditionen der Instrumente abgeändert, sind den Genussrechtsinhabern, den Aktionären und der Gesellschaft gegenüber bindend.

23.5 Gemäß dieser Satzung und den betreffenden Konditionen der Instrumente verleiht jedes Genussrecht dem Inhaber auf periodischer Basis ein Recht auf Erhalt von Dividenden, einschließlich Zwischendividenden (soweit vorhanden), aus den Erträgen der Vermögenswerte in Bezug auf welche die Genussrechte ausgegeben worden sind und zahlbar unter den in den betreffenden Konditionen der Instrumente aufgeführten Bedingungen. Vorbehaltlich besonderer Rechte oder Einschränkungen hinsichtlich Dividenden, die zum jeweiligen Zeitpunkt an die Genussrechte geknüpft sind (wie gegebenenfalls in den betreffenden Konditionen der Instrumente ausführlich dargestellt), werden alle Dividenden auf einer pro-rata Basis an die Genussrechtsinhaber zugeteilt und gezahlt.

23.6 Alle nicht geforderten Dividenden können angelegt oder auf andere Weise vom Verwaltungsrat zu Gunsten des betreffenden Compartments genutzt werden, bis sie gefordert werden. Keine Dividende berechtigt gegenüber dem betreffenden Compartment oder der Gesellschaft zu Zinszahlungen. Jede Dividende, die innerhalb von fünf Jahren ab dem Datum der Erklärung dieser Dividende nicht geltend gemacht wird, verfällt, falls der Verwaltungsrat dies beschließt, und wird ab diesem Zeitpunkt nicht mehr von dem betreffenden Compartment oder der Gesellschaft geschuldet, sondern fällt dem betreffenden Compartment oder, sollte das betreffende Compartment zu diesem Zeitpunkt liquidiert worden sein, insgesamt der Gesellschaft zu.

23.7 Der Verwaltungsrat kann beschließen, dass es wünschenswert ist, die Gewinne eines Compartments zu kapitalisieren, in dem Sinne wie es der Verwaltungsrat mit uneingeschränktem Ermessen bestimmt.

23.8 Genussrechte sind nicht nach Wahl des Genussrechtsinhabers rücknehmbar, außer es wird etwas anderes in den entsprechenden Konditionen der Instrumente bestimmt. Der Verwaltungsrat kann beschließen, Genussrechte von jeder Klasse eines entsprechenden Inhabers zurückzunehmen, in dem Maße, wie es die Bedingungen in den betreffenden Konditionen der Instrumente erlauben und im Einklang mit diesen Bedingungen. Wo der Besitz von Genussrechten durch eine Partei von der Gesellschaft als nachteilig für die Gesellschaft erachtet wird, kann die Gesellschaft sich entscheiden, solche Genussrechte zum einschlägigen Wert je Instrument zurückzunehmen.

23.9 Gemäß dieser Satzung und den betreffenden Konditionen der Instrumente verleiht jedes Genussrecht dem Inhaber ein Recht auf Erhalt einer Rückzahlung eines Betrages, welcher dem Rücknahmebetrag an dem Rücknahmetag aus den Vermögenswerten des betreffenden Compartments entspricht. Falls das realisierte Nettovermögen des entsprechenden Compartments am Rücknahmetag nicht zur Zahlung des gesamten Rücknahmebetrages, der an jeden Genussrechtsinhaber innerhalb dieser Klasse rechtzeitig zu zahlen ist, ausreicht, werden die Erträge des betreffenden Compartments, gemäß den Konditionen der Instrumente, gleichmäßig unter den Inhabern dieser Klasse auf einer prorata Basis zu jedem auf die von jedem Inhaber gehaltenen Genussrechte geschuldeten Betrag verteilt, sobald diese Erträge für die Gesellschaft verfügbar sind. Nach der Rücknahme eines Genussrechtes gemäß den Bedingungen der entsprechenden Konditionen der Instrumente, wird dieses Genussrecht annulliert und der Inhaber wird von diesem Zeitpunkt an aufhören diesbezügliche Rechte innezuhaben und entsprechend wird folglich sein Name aus dem Register der Genussrechtsinhaber gestrichen.

23.10 Der Verwaltungsrat kann auf jede Dividende oder auf andere an einen Genussrechtsinhaber auf oder hinsichtlich ein(es) Genussrecht(s) zahlbare Gelder alle Geldsummen (soweit vorhanden) einbehalten, deren Zahlung von diesem aufgrund eines Abrufes oder aus anderen Gründen hinsichtlich der Genussrechte an die Gesellschaft derzeit fällig ist, sowie alle Summen, deren diesbezüglich ein Abzug gesetzlich verlangt wird.

23.11 Die Inhaber einer Klasse von Genussrechten haben das Recht, zu jeder Versammlung der Inhaber der jeweiligen Klasse von Genussrechten geladen zu werden, um in Übereinstimmung mit der Satzung und den entsprechenden Konditionen der Instrumente über eine Veränderung ihrer Rechte hinsichtlich der Zuweisung der Erträge des Compartments bezüglich dieser Klasse an Genussrechten auf jährlicher Basis zu beschließen, sowie an diesen Versammlungen teilzunehmen und dort abzustimmen. Die Zahl der Stimmen, die ein Genussrechtsinhaber abgeben kann, entspricht der Anzahl seiner Genussrechte, die er in der entsprechenden Klasse hält. Genussrechtsinhaber können entweder persönlich oder durch Abgabe einer schriftlichen Vollmacht an eine andere Person, die kein Genussrechtsinhaber zu sein braucht, abstimmen.

23.12 Genussrechte können als Genussrechte in Namensform oder als Inhabergenussrechte ausgegeben werden. Inhabergenussrechte können jederzeit auf Verlangen ihres Inhabers in Genussrechte in Namensform umgetauscht werden. Genussrechte in Namensform können nicht in Inhabergenussrechte umgetauscht werden, sofern dieser Umtausch nicht ausdrücklich in den entsprechenden Konditionen der Instrumente vorgesehen ist. Ein Umtausch von Inhabergenussrechten in Genussrechte in Namensform wird durch Annullierung des Inhabergenussrechts-Zertifikates und durch einen Eintrag in das Register der Genussrechtsinhaber, um einen solchen Umtausch zu belegen, bewirkt. Ein Umtausch von Genussrechten in Namensform in Inhabergenussrechte wird durch die Ausgabe von einem oder mehreren Inhabergenussrecht-Zertifikate(n) bewirkt werden, und es wird eine Eintragung in das Register der Genussrechtsinhaber vorgenommen, um einen solchen Umtausch zu belegen. Der Verwaltungsrat kann die Kosten jedes solchen Umtausches dem Genussrechtsinhaber, der ihn beantragt, in Rechnung stellen.

23.13 Ein Register der Genussrechte in Namensform wird am Sitz der Gesellschaft geführt, wo es jedem Genussrechtsinhaber zur Einsichtnahme zur Verfügung steht. Dieses Register der Genussrechte soll alle nach Artikel 39 des Gesetzes

von 1915 erforderlichen Informationen enthalten. Inhaber von Genussrechten in Namensform können von der Gesellschaft verlangen, dass Zertifikate, die von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet wurden, ausgegeben und ausgeliefert werden, die ihren einschlägigen Bestand an Genussrechten in Namensform aufzeigen.

23.14 Das Eigentum an Genussrechten in Namensform wird durch die Eintragung in besagtes Register der Genussrechte begründet. Die Übertragung von Genussrechten in Namensform erfolgt durch die Eintragung einer schriftlichen Übertragungserklärung in das Register der Genussrechtsinhaber, die durch den Zedenten und den Zessionar, oder durch hierzu ordnungsgemäß bevollmächtigte Personen datiert und unterzeichnet sein muss. Jede Übertragung von Genussrechten in Namensform wird im Register der Genussrechtsinhaber eingetragen; diese Eintragung muss von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern oder leitenden Angestellten der Gesellschaft oder von einer oder mehreren hierzu vom Verwaltungsrat ordnungsgemäß ermächtigten anderen Person(en) unterzeichnet sein.

23.15 Die Übertragung von Inhabergenussrechten erfolgt durch bloße Übergabe.

23.16 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Eigentümer pro Genussrecht an; soweit ein Genussrecht von mehr als einer Person gehalten wird, werden die Personen, die das Eigentum an dem Genussrecht für sich beanspruchen, einen einzigen Vertreter bestellen müssen um das Genussrecht gegenüber der Gesellschaft zu vertreten. Die Gesellschaft hat das Recht, die Ausübung aller mit diesem Genussrecht verbundenen Rechte auszusetzen, bis eine Person als der alleinige Eigentümer gegenüber der Gesellschaft bestimmt worden ist.

23.17 Die Genussrechte sind frei übertragbar, soweit nichts Anderweitiges in den entsprechenden Konditionen der Instrumente bestimmt ist.

23.18 Die jeder Klasse von Genussrechten zugeordneten Rechte, welche durch den Verwaltungsrat in Übereinstimmung mit der Satzung bestimmt wurden, können, soweit nichts Anderweitiges in den entsprechenden Konditionen der Instrumente bestimmt ist, durch den Verwaltungsrat mit schriftlicher Einverständniserklärung der Inhaber der Mehrheit der ausgegebenen Genussrechte dieser Klasse oder durch die Zustimmung mittels Beschluss, der auf einer gesonderten Versammlung der Inhaber von Genussrechten dieser Klasse mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst wurde, geändert oder aufgehoben werden; allerdings wird eine solche Zustimmung oder Billigung im Falle einer Abänderung, Berichtigung oder Abschaffung der speziellen, dem Genussrecht einer Klasse zugehörigen Rechte, nicht erforderlich sein, falls nach Ansicht des Verwaltungsrates eine solche Abänderung, Berichtigung oder Abschaffung nicht grundlegend in die Interessen der betreffenden Inhaber oder eines einzelnen Inhabers eingreift. Jede solche Abänderung, Berichtigung oder Abschaffung wird in den überarbeiteten Konditionen der Instrumente festgehalten, von der den betroffenen Inhabern eine Kopie in Übereinstimmung mit dieser Satzung am Ausgabetag eines solchen Dokuments zur Verfügung gestellt wird, und ist für die Inhaber der relevanten Genussrechte bindend.

23.19 Wo gemäß diesem Artikel 23 eine Billigung durch einen Beschluss der Inhaber zum Zwecke einer Abänderung oder Änderung der Rechte, die den Genussrechten dieser Klasse zugeordnet sind, erforderlich ist, soll ein solcher Beschluss auf einer gesonderten Versammlung der betreffenden Inhaber behandelt werden. Hinsichtlich jeder dieser gesonderten Versammlungen sind alle Bestimmungen dieser Satzung und des Gesetzes von 1915 bezüglich der Hauptversammlungen der Aktionäre oder hinsichtlich des dort anzuwendenden Verfahrens entsprechend anzuwenden.

23.20 Jede an oder durch einen Genussrechtsinhaber gemäß dieser Satzung oder den betreffenden Konditionen der Instrumente zu machende Mitteilung soll schriftlich und in der im Gesetz von 1915 für Mitteilungen an Aktionäre vorgesehenen Art und Weise erfolgen, vorausgesetzt, dass, solange die Genussrechte an einer Börse notiert oder in einer Rechtsordnung öffentlich angeboten werden, jede Mitteilung an die Genussrechtsinhaber in Übereinstimmung mit den Regeln und Vorschriften der jeweiligen Börse und der jeweiligen Rechtsordnung veröffentlicht wird. Mitteilungen, die gemäß den vorausgegangenen Absätzen gemacht wurden, werden wirksam (a) im Falle von Genussrechten in Namensform am achten Tag nach dem Absenden der Mitteilung oder (b) im Falle einer Veröffentlichung (gleichgültig, ob eine solche Veröffentlichung zusätzlich vorgenommen wurde), am achten Tag nach der Veröffentlichung, oder, soweit die Mitteilung mehr als einmal veröffentlicht wurde, am Tag der ersten Veröffentlichung, oder, soweit eine Veröffentlichung in mehr als einer Zeitung verlangt wird, am Tag der ersten Veröffentlichung in allen erforderlichen Zeitungen. Jeder bei einer Versammlung der Gesellschaft persönlich anwesende Genussrechtsinhaber wird für alle Zwecke so angesehen, als ob er ordnungsgemäß eine Einladung zu einer solchen Versammlung und, wo notwendig, eine Mitteilung über die Gründe, weshalb diese Versammlung einberufen wurde, erhalten hätte. Ungeachtet der Vorschriften dieser Satzung, kann jede Mitteilung, die die Gesellschaft gegenüber einem Genussrechtsinhaber abzugeben hat, in einer Art und Weise bekannt gegeben werden, welcher der Genussrechtsinhaber im Voraus zugestimmt hat.

23.21. Vorbehaltlich den betreffenden Konditionen der Instrumente haben die Genussrechtsinhaber in Bezug auf die Gesellschaft dieselben Informationsrechte wie die Aktionäre; diese Informationsrechte sind allerdings auf die Informationen bezüglich des Compartments, in Bezug auf welches die betreffenden Genussrechte ausgegeben wurden, beschränkt.

Art. 24. Schuldinstrumente. Der Verwaltungsrat kann in Bezug auf jedes Compartment entscheiden, jede Art von Schuldinstrumenten auszugeben, deren Bestimmungen und Bedingungen in den betreffenden Konditionen festgesetzt werden.

Art. 25. Berechnung des Wertes je Instrument.

25.1 Der Wert je Instrument jeder Klasse wird in der Referenzwährung (wie im entsprechenden Prospekt definiert) der betreffenden Klasse oder des betreffenden Compartments ausgedrückt und wird an jedem Bewertungstag durch den Ver-

waltungsrat oder die Berechnungsstelle in Übereinstimmung mit den Bestimmungen, die hier nachfolgend aufgeführt sind, und jeweils gemäß den Bestimmungen des Verbriefungsgesetzes berechnet. Der Wert je Instrument kann durch eine Entscheidung des Verwaltungsrates oder der Berechnungsstelle, je nach Sachverhalt, zur nächsten Einheit der jeweiligen Währung auf oder abgerundet werden. Wenn seit dem Zeitpunkt der Bestimmung des Wertes eine wesentliche Änderung der Kurse an den Märkten eingetreten ist, an welchen ein wesentlicher Teil der Anlagen, die dem betreffenden Compartment zuzuordnen sind, gehandelt wird oder notiert ist, kann die Gesellschaft zum Schutz der Interessen der Instrument-Inhaber und der Gesellschaft die erste Bewertung annullieren und eine zweite Bewertung vornehmen.

25.2 Soweit nichts Anderweitiges im entsprechenden Verkaufsprospekt bestimmt ist, wird der Wert aller Vermögenswerte, welche an einer Börse notiert, gelistet oder gewöhnlich gehandelt werden, auf Stand des (soweit anwendbar) letzten erhältlichen Handelspreises (oder wie vom Verwaltungsrat bestimmt) zum relevanten Zeitpunkt bewertet. Soweit solche Werte an mehr als einer Börse gelistet oder gehandelt werden, ist der relevante Markt derjenige, der den Hauptmarkt darstellt, oder derjenige, welchen der Verwaltungsrat oder die Berechnungsstelle, je nachdem was zutrifft, als denjenigen mit den angemessensten Kriterien hinsichtlich der Bewertung der betreffenden Vermögenswerte bestimmt. Handelt es sich bei den Vermögenswerten um Aktien oder Aktien von Organismen für gemeinsame Anlagen, so werden diese Vermögenswerte zum letzten erhältlichen Nettoinventarwert bewertet oder, falls dieser Wert nicht den marktgerechten Preis dieser Vermögenswerte widerspiegelt, wird der Preis der Vermögenswerte vom Verwaltungsrat auf einer gerechten und angemessenen Grundlage ermittelt. Alle anderen Vermögenswerte, einschließlich nicht notierter Vermögenswerte und notierter Vermögenswerte, für welche ein Preis nicht verfügbar ist, werden nach ihrem geschätzten Wert bewertet, der von einer vom Verwaltungsrat für diesen Zweck genehmigten kompetenten Einheit, mit Sorgfalt und in gutem Glauben in Übereinstimmung mit der vorherrschenden Marktpraxis und den anwendbaren Gesetzen und Bestimmungen veranschlagt wurde.

Art. 26. Häufigkeit und zeitweise Aussetzung der Berechnung des Wertes je Instrument.

26.1 In Bezug auf jede Klasse von Instrumenten wird der Wert je Instrument von Zeit zu Zeit von der Berechnungsstelle unter der Verantwortung des Verwaltungsrates an jedem Bewertungstag berechnet (oder, falls Bewertungstage nicht in den jeweiligen Konditionen der Instrumente bestimmt wurden, mit einer vom Verwaltungsrat in Übereinstimmung mit den anwendbaren Gesetzen und Vorschriften bestimmten Häufigkeit).

26.2 Die Gesellschaft kann die Ermittlung des Wertes je Instrument jeder einzelnen Klasse von Instrumenten und die Ausgabe und, wenn anwendbar, die Rücknahme ihrer Instrumente während (a) einer Zeitdauer, in der irgendein Hauptmarkt oder eine andere Börse, auf welchem/welcher ein wesentlicher Teil der Vermögensanlagen, welche solchen Instrumenten von Zeit zu Zeit zugeordnet sind, notiert werden, (an anderen als an gewöhnlichen Feiertagen) geschlossen ist oder wenn der Handel darin eingeschränkt oder ausgesetzt ist, (b) einer Zeitdauer, in der aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder monetärer Umstände oder jeglicher Umstände, die außerhalb der Kontrolle, Verantwortung und Macht des Verwaltungsrates liegen, oder aufgrund der Lage am Immobilienmarkt, die Verkaufs- und/oder die Rücknahmepreise der entsprechenden Vermögenswerte nicht angemessen berechnet werden können, (c) eines Zusammenbruchs der Kommunikationsmittel, welche normalerweise im Zusammenhang mit der Bestimmung des Preises von jeglichem der betreffenden Vermögenswerte oder der aktuellen Preise auf jeglichem Markt oder anderen Börsen verwendet werden (d) einer Zeitdauer, in der der Verwaltungsrat nicht in der Lage ist, über die entsprechenden Vermögenswerte zu verfügen oder die notwendigen Mittel aufzubringen, um bei Rücknahmen solcher Vermögenswerte Zahlungen an die jeweiligen Inhaber vorzunehmen, oder solange der Transfer von Geldern im Zusammenhang mit der Veräußerung oder dem Erwerb von Vermögensanlagen oder fälligen Zahlungen auf die Rücknahme von solchen Instrumenten, soweit vorhanden, nach Meinung des Verwaltungsrates nicht zu normalen Devisenkursen ausgeführt werden kann, (e) jeder Zeitdauer, in welcher der Wert eines Tochterunternehmens der Gesellschaft nicht sorgfältig bestimmt werden kann, (f) wenn aus irgendeinem anderen Grund die Preise von Vermögensanlagen nicht zeitnah und exakt festgestellt werden können, aussetzen.

Art. 27. Versammlungen von Genussrechtsinhabern und Compartment-Aktionären einer spezifischen Klasse.

27.1 Genussrechtsinhaber und Compartment-Aktionäre einer im Hinblick auf ein Compartment ausgegebenen Klasse oder Klassen können an Versammlungen der Klasse teilnehmen, um über alle Angelegenheiten zu entscheiden, die ausschließlich ihre Klasse betreffen.

27.2 Zudem können Genussrechtsinhaber und Compartment-Aktionäre jeder Klasse zu jeder Zeit Hauptversammlungen abhalten, um über Angelegenheiten zu entscheiden, die ausschließlich ihre Klasse betreffen.

27.3 Die Bestimmungen des Artikels 15 sind auf solche Versammlungen der Klasse anwendbar, insbesondere, dass ein Zehntel der Inhaber einer Klasse von Genussrechten den Verwaltungsrat schriftlich auffordern kann, eine Versammlung der Klasse zu einzuberufen.

27.4 Jedes Genussrecht und jede Compartment-Aktie einer jeweiligen Klasse verleiht das Recht zu einer Stimme, außer die Satzung oder die betreffenden Konditionen der Instrumente sehen etwas anderes vor.

27.5 Die Beschlüsse der Versammlung der Klasse der Genussrechtsinhaber sowie der Versammlung der Klasse der Compartment-Aktionäre unterliegen im Hinblick auf Stimmenmehrheit und Anwesenheitsquorum jeweils den gleichen Anforderungen wie die Beschlüsse der Hauptversammlung der Aktionäre, soweit das Gesetz von 1915 nichts anderes vorschreibt.

27.6 Jeder Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, welcher die Rechte von Genussrechtinhabern oder Compartment-Aktionären einer Klasse betrifft, ist nur nach Bestätigung durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Genussrechtinhaber oder Compartment-Aktionäre der betreffenden Klasse oder der betreffenden Klassen wirksam beschlossen.

Abschnitt 6 - Rechnungslegungsangelegenheiten, Dividenden und Ausschüttungen

Art. 28. Wirtschaftsprüfer.

28.1 Die Rechnungsdaten, die im Jahresabschluss der Gesellschaft aufgeführt sind, werden von einem unabhängigen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises) geprüft, welcher von der Hauptversammlung ernannt und dessen Vergütung von der Gesellschaft getragen wird.

28.2 Der unabhängige Wirtschaftsprüfer hat sämtliche vom Gesetz von 1915 und vom Verbriefungsgesetz vorgeschriebenen Aufgaben zu erfüllen.

28.3 Die Bilanz der Gesellschaft wird in Euro erstellt.

Art. 29. Rechnungsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres. Das erste Rechnungsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

Art. 30. Vorgeschriebene Kapitalrücklage - Dividenden und Ausschüttungen.

30.1 Fünf Prozent der jährlichen Nettogewinne der Gesellschaft werden der nach Luxemburger Recht erforderlichen gesetzlichen Rücklage zugeordnet. Diese Zuordnung ist nicht mehr erforderlich, sobald und solange eine solche Gewinnrücklage zehn Prozent des ausgegebenen Aktienkapitals der Gesellschaft, wie jeweils erhöht oder vermindert, entspricht oder übersteigt.

30.2 Die Hauptversammlung der Aktionäre bestimmt, wie über die Nettogewinne verfügt wird, und wird von Zeit zu Zeit die Dividenden und Ausschüttungen in Bezug auf diese Summen festlegen, oder den Verwaltungsrat zur jeweiligen Auszahlung ermächtigen. Im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts, kann der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit beschließen, Zwischendividenden zu zahlen. Die Hauptversammlung der Aktionäre kann, durch Umwandlung der Nettogewinne in Kapital und Agio, Aktiendividenden an Stelle von Bardividenden ausschütten, oder Sachdividenden und Sachausschüttungen festlegen, oder den Verwaltungsrat zur diesbezüglichen Zahlung ermächtigen. Dividenden und andere Ausschüttungen können ebenso von aus vorigen Jahren übertragenen, unverteilter Nettogewinnen ausgezahlt werden.

30.3 Festgelegte Dividenden und Ausschüttungen können in Euro oder jeder anderen, vom Verwaltungsrat ausgewählten Währung und zu den vom Verwaltungsrat bestimmten Zeiten gezahlt werden. Der Verwaltungsrat kann eine endgültige Bestimmung des anwendbaren Umrechnungskurses für die Umrechnung der für Dividenden oder Ausschüttungen verfügbaren Finanzmittel in die auszahlende Währung vornehmen.

30.4 Jegliche Dividenden und Ausschüttungen, die festgelegt, aber von einem Aktionär nicht innerhalb eines Zeitraums von fünf Jahren ab dieser Festlegung beansprucht wurden, sind durch den Aktionär verwirkt und fallen an die Gesellschaft oder das hierfür relevante Compartment, je nach Sachverhalt, zurück. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, von Zeit zu Zeit die notwendigen Handlungen vorzunehmen, um eine solche Rückführung durchzuführen, und die Vornahme der entsprechenden Handlungen im Namen der Gesellschaft zu genehmigen. Auf von der Gesellschaft festgelegte Dividenden oder vorgenommene Ausschüttungen, die von der Gesellschaft für Rechnung des Aktionärs gehalten werden, werden keine Zinsen gezahlt.

30.5 Zahlungen von Dividenden und anderen Ausschüttungen in Bezug auf Compartment-Aktien und Genussrechte werden in Übereinstimmung mit den relevanten Konditionen der Instrumente vorgenommen. Im Falle von Widersprüchen zwischen den Bestimmungen dieses Artikels und den Bestimmungen der Konditionen der Instrumente sind die Bestimmungen der Konditionen der Instrumente entscheidend.

Abschnitt 5 - Verschiedenes

Art. 31. Satzungsänderungen. Die Satzung kann durch eine Hauptversammlung der Aktionäre, unter Beachtung der vom Gesetz von 1915 vorgesehenen Bestimmungen zur Beschlussfähigkeit und hinsichtlich der Mehrheitserfordernisse, geändert werden.

Art. 32. Anwendbares Recht. Sämtliche in der Satzung nicht geregelten Fragen sind unter Beachtung der Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Verbriefungsgesetzes zu regeln.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

PARETO Beteiligungen GmbH, vorgenannt, zeichnet dreihundertzehn (310) Aktien zum Gegenwert von einunddreißigtausend Euro (Euro 31.000,-)

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt einunddreißigtausend Euro (Euro 31.000,-). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr achthundert Euro (EUR 800.-) geschätzt.

Generalversammlung

Sodann haben die Erschienenen sich zu einer außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, zu der sie sich als ordentlich einberufen erklären, zusammengefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

- 1.- Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf 3 festgelegt. Die Zahl der Wirtschaftsprüfer auf einen.
- 2.- Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:
 - Jost Rodewald, geboren am 31. Mai 1971 in Braunschweig, beruflich ansässig in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg.
 - Dr. Michael Dröge, geboren am 10. Januar 1966 in Hameln, beruflich ansässig in Neuer Wall 63, D-20354 Hamburg.
 - Jean-Claude Michels, geboren am 30. Juni 1972 in Malmédy, beruflich ansässig in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg.
- 3.- Zum Vorsitzenden des Verwaltungsrates wird Herr Jost Rodewald ernannt.
4. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:
PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, 2 rue Gerhard Mercator
L-2182 Luxembourg, RCS B 65.477;
- 5.- Die Anschrift der Gesellschaft lautet:
5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg
- 6.- Die Aufträge der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der Generalversammlung, die über das Geschäftsjahr 2020 befindet. Der Auftrag des Wirtschaftsprüfers endet mit der Generalversammlung des Geschäftsjahres 2015.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Ettelbruck, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, hat derselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Nadine CLOSTER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 8 avril 2015. Relation: DAC/2015/5846. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur ff. (signé): Carlo RODENBOUR.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt und zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Ettelbruck, den 14. April 2015.

Référence de publication: 2015055974/822.

(150063493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Sette S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 182.999.

EXTRAIT

Il résulte d'une décision écrite prise par l'associé unique de la Société en date du 27 février 2015 que:

Monsieur Laszlo Czere a été démis de ses fonctions de gérant de classe A de la Société avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 08 avril 2015.

Pour la Société

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2015055976/16.

(150063512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

**Shaftesbury GP 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Crystal GP S.à.r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 195.641.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13 avril 2015.
Référence de publication: 2015055977/11.
(150063343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

S.C. First Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.
R.C.S. Luxembourg B 135.628.

EXTRAIT

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration tenue au siège social en date du 13 avril 2015 que le siège social de la société a été transféré de son ancienne adresse au 10, rue Antoine Jans à L-1820 Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 avril 2015.
Référence de publication: 2015055971/12.
(150063722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Rhombe S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 66.649.

L'an deux mille quinze, le deux avril.
Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,
s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «RHOMBE S.A.» (la «Société»), ayant son siège social à L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 66.649, constituée suivant acte de scission reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, alors notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 13 octobre 1998, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (ci-après le «Mémorial C»), numéro 914 du 17 décembre 1998; et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER alors notaire de résidence à Luxembourg, le 27 octobre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3664 du 2 décembre 2014.

L'assemblée est ouverte à sous la présidence de Flora GIBERT, employée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Cheryl GESCHWIND, employée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée choisit également comme scrutateur Flora GIBERT, prénommée.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Réduction du capital social de la Société à concurrence de un million neuf cent cinquante-deux mille cinq cents euros (EUR 1.952.500,-) pour le porter de son montant actuel de un million neuf cent quatre-vingt-trois mille cinq cents euros (EUR 1.983.500,-) à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) par l'annulation de neuf mille huit cent quarante-quatre actions (9.844) actions sans désignation de valeur nominale et par remboursement à due concurrence aux actionnaires de la Société proportionnellement à leur participation dans le capital;

2. Modification subséquente de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par cent cinquante-six (156) actions sans désignation de valeur nominale.»;

3. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les

actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale décide de réduire le capital social de la Société à concurrence de un million neuf cent cinquante-deux mille cinq cents euros (EUR 1.952.500,-), pour le porter de son montant actuel de un million neuf cent quatre-vingt-trois mille cinq cents euros (EUR 1.983.500,-) à trente et un mille euros (EUR 31.000,-), par l'annulation de neuf mille huit cent quarante-quatre actions (9.844) actions sans désignation de valeur nominale, et par remboursement à due concurrence aux actionnaires de la Société proportionnellement à leur participation dans le capital.

La présente réduction de capital est régie par l'article 69 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Deuxième résolution:

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

« Art. 5. Capital Social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par cent cinquante-six (156) actions sans désignation de valeur nominale.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. GESCHWIND, F. GIBERT et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C 1, le 3 avril 2015. 1LAC / 2015 / 10677. Reçu soixante-quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 14 avril 2015.

Référence de publication: 2015055963/67.

(150063443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Romafi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 118.507.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenu le 30 décembre 2014

Le Conseil d'Administration prend connaissance de la démission de Monsieur Joseph WINANDY en sa qualité d'Administrateur.

En vertu des articles 51, alinéa 5 et 52 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, le Conseil d'Administration décide de nommer provisoirement au poste d'administrateur:

Monsieur Jean-Charles THOUAND

Né le 25 août 1971 à Metz (France)

Demeurant 183, rue de Luxembourg L-8077 Bertrange

Le nouvel administrateur terminera le mandat de l'administrateur démissionnaire, sous réserve légale d'approbation de sa nomination par la prochaine Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration décide de nommer Jalyne S.A., représentée par M. Jacques Bonnier en tant que Président du Conseil d'Administration.

Copie certifiée conforme

Référence de publication: 2015055968/20.

(150063783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Roxanne International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 6, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 118.565.

—
Cession de parts sociales

Il résulte des cessions de parts datées du 13 avril 2015 que

- Meridium Global Investments SA détient 100 % des parts sociales (100 parts sociales) de la société Roxanne International Sàrl.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015055969/12.

(150063411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

S.I.F. International Holding S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 200.000,00.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 125.771.

—
Extrait rectificatif de l'extrait enregistré sous le n° L150026561 et déposé au R.C.S. Luxembourg le 10/02/2015

Extrait du procès-verbal du conseil d'administration tenu en date du 26 janvier 2015

Suivant les dispositions de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur, et en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, les membres du conseil d'administration de la Société, délibérant valablement, nomment la société TRUSTCONSULT LUXEMBOURG S.A., société anonyme ayant son siège social au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 86 995 et membre de l'Ordre des Experts Comptables de Luxembourg, en qualité de dépositaire des actions au porteur de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

S.I.F. INTERNATIONAL HOLDING S.A.

Référence de publication: 2015055972/20.

(150064091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

S.I.P. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 37, Val St. André.

R.C.S. Luxembourg B 166.576.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 20 mars 2015

L'assemblée accepte la nomination de Monsieur Koen De Craemer (demeurant: Ringlaan 92, B-2610 Wilrijk) au poste d'administrateur de catégorie A jusqu'à l'assemblée générale de 2020.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015055973/11.

(150063580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Shane Corporation S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 124.788.

—
Il résulte des résolutions circulaires de l'administrateur unique de la Société prises en date du 30 mars 2015 que:

(i) le siège social de la Société est transféré du 2-8, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, avec effet au 1^{er} avril 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 avril 2015.

Shane Corporation S.à r.l.

Référence de publication: 2015055978/13.

(150063374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

SIC S.à r.l., Sieberath International Consulting, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9749 Fischbach, 7, Z.I. Giaellewee.

R.C.S. Luxembourg B 153.314.

L'an deux mil quinze, le trente mars.

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange;

A comparu:

- La société "AFB Services Limited" ayant son siège social à Mongkok, Hong Kong (Chine), Flat/RM 2611 26/F Office Tower Langham Place, 8, Argyle St, enregistrée au Registre de Commerce de Chine sous le numéro 1370262,

ici représentée par Monsieur David SIEBERATH, employé, demeurant professionnellement à L-9749 Fischbach, 7, Zone Industrielle Giällewee.

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg le 27 mars 2015,

laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Laquelle comparante, par son mandataire, a exposé au notaire instrumentant:

- Que la société à responsabilité limitée «Sieberath International Consulting, en abrégé SIC S.à r.l.», établie et ayant son siège à L-9749 Fischbach, 7, Zone Industrielle Giällewee (la «Société»), a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 20 mai 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1447 du 15 juillet 2010, et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

- Qu'elle est inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 153.314;

- Qu'elle a un capital de douze mille quatre cents euros (12.400,- EUR) représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-quatre euros (124,-EUR) chacune, entièrement libérées.

- Que la comparante, représentée comme ci-avant est la seule associée («l'Associée Unique») de la Société.

Ensuite la comparante, représentant l'intégralité du capital de la société, s'est réunie en lieu et place de l'assemblée générale extraordinaire des associés, et a requis le notaire instrumentant d'acter ses résolutions prises suivantes:

Première résolution

L'Associée Unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de quarante mille cinquante-deux euros (40.052.-EUR) pour le porter de son montant actuel de douze mille quatre cents euros (12.400.-EUR) à celui de cinquante-deux mille quatre cent cinquante-deux euros (52.452.-EUR), par la création et l'émission de trois cent vingt-trois (323) parts sociales nouvelles de cent vingt-quatre euros (124.-EUR) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

Souscription et Libération

Sur ce, la société «AFB Services Limited», préqualifiée, par son mandataire, a déclaré souscrire toutes les trois cent vingt-trois (323) parts sociales nouvelles et les libérer moyennant versement en espèce du montant de quarante mille cinquante-deux euros de sorte que la somme de quarante mille cinquante-deux euros (40.052.-EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire moyennant certificat bancaire.

Deuxième résolution

Par suite de l'augmentation du capital social ci-avant l'Associée Unique décide de modifier en conséquence l'article 5 des statuts, comme suit:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à cinquante-deux mille quatre cent cinquante-deux euros (52.452,-EUR), divisé en quatre cent vingt-trois (423) parts sociales de cent vingt-quatre euros (124,-EUR) chacune, entièrement libérées.

La propriété des parts sociales résulte des présents statuts ou des actes de cession de parts régulièrement consentis, sans qu'il n'y ait lieu à délivrance d'aucun titre.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.»

L'ordre du jour étant épuisé le présent procès verbal est clos.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison des présentes, s'élève approximativement à EUR 1.180,-

Dont acte, fait et passé à Hesperange, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Sieberath, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 01 avril 2015. Relation: 1LAC/2015/10158. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 13 avril 2015.

Référence de publication: 2015055979/61.

(150063365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Sphynx 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 25, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 161.481.

In the year two thousand and fifteen, on the thirty-first day of March.

Before Us, Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Sphynx S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 25, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital one million three hundred ten thousand euros (EUR 1.310.000,-) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 161461 (the Sole Shareholder),

here represented by Mr Mustafa NEZAR, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on March 31, 2015.

The said proxy, signed ne varietur by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing person is the sole shareholder of the private limited liability company established and existing in the Grand-Duchy of Luxembourg under the name "Sphynx 2 S.à r.l." (hereinafter, the Company), with registered office at 25, rue Philippe II, L-2540 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 161481, established pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, dated May 26, 2011 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1906 on August 19, 2011 and whose articles of association have been amended since by the undersigned notary by a deed dated March 31st, 2015 not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. The Company's share capital is set at thirty-seven million eight hundred seventy-two thousand six hundred eighty-four Euro (EUR 37,872,684.-) represented by thirty-seven million eight hundred seventy-two thousand six hundred eighty-four (37,872,684) shares, having a nominal value of one Euro (EUR 1,-) each.

III. The Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to decrease the Company's share capital by an amount of thirty-six million eight hundred seventy-two thousand six hundred eighty-four Euro (EUR 36,872,684.-) from its current amount of thirty-seven million eight hundred seventy-two thousand six hundred eighty-four Euro (EUR 37,872,684.-) to one million Euro (EUR 1,000,000.-) by the cancellation of thirty-six million eight hundred seventy-two thousand six hundred eighty-four (36,872,684.-) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each and an aggregate value of thirty-six million eight hundred seventy-two thousand six hundred eighty-four Euro (EUR 36.872.684.-), held by the Sole Shareholder in the Company, and to repay the shares cancelled to the latter by payment in cash in the same amount, together with the related share premium in the amount of three million twenty-two thousand five hundred sixty-two Euro and ninety cents (EUR 3,022,562.90).

The payment may only take place after any claims held by any creditors against the Company have been fully reimbursed or retained, in accordance with article 69 of the Luxembourg law on commercial companies.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 5, first paragraph of the Company's articles of association, which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 5.** The subscribed share capital is set at one million Euro (EUR 1,000,000.-) represented by one million (1,000,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.”

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the above resolutions are estimated at two thousand Euro (EUR 2,000.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, who is known to the notary by his full name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trente et unième jour de mars.

Par-devant Nous, Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Sphynx S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie et existante sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 25, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, un capital social de un million trois cent dix mille Euro (EUR 1.310.000,-) et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161461 (l'Associé Unique),

ici représentée par Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 31 mars 2015.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

La comparante, représentée par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La comparante est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie dans le Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «Sphynx 2 S.à r.l.» (ci-après, la Société), ayant son siège social au 25, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161481, constituée par acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 26 mai 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 1906, en date du 19 août 2011 et dont les statuts ont été modifiés par le notaire instrumentaire par un acte en date du 31 mars 2015, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. Le capital social de la Société est fixé à trente-sept millions huit cent soixante-douze mille six cent quatre-vingt-quatre Euro (EUR 37.872.684.-) représenté par trente-sept millions huit cent soixante-douze mille six cent quatre-vingt-quatre (37.872.684) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

III. L'Associé Unique décide de prendre les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de procéder à la réduction du capital social de la Société d'un montant de trente-six millions huit cent soixante-douze mille six cent quatre-vingt-quatre Euro (EUR 36.872.684.-) afin de le ramener de son montant actuel de trente-sept millions huit cent soixante-douze mille six cent quatre-vingt-quatre Euro (EUR 37,872,684.-) à un million d'Euro (EUR 1.000.000,-) par l'annulation de trente-six millions huit cent soixante-douze mille six cent quatre-vingt-quatre (36.872.684) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune, détenues en propre par l'Associé Unique dans la Société et de rembourser les parts sociales annulées à ce dernier par paiement en numéraire du même montant, ainsi que la prime d'émission y relative d'un montant de trois millions vingt-deux mille cinq cent soixante-deux Euro et quatre-vingt-dix centimes (EUR 3.022.562,90)

Le paiement ne pourra s'effectuer qu'après remboursement de la totalité des créanciers de la Société ou qu'après que ces créances aient été provisionnées, en conformité avec l'article 69 de la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales.

Deuxième résolution

Suite aux résolutions ci-dessus, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5, premier paragraphe, des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social de la Société s'élève à un million d'Euro (EUR 1.000.000,-) représenté par un million (1.000.000) de parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à la somme de deux mille Euro (EUR 2.000.-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, connu du notaire par son nom et prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Nezar, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 3 avril 2015. Relation: 1LAC/2015/10506. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 10 avril 2015.

Référence de publication: 2015055981/115.

(150063440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Sagrelux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8437 Steinfort, 23, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 146.864.

Extrait de la résolution par l'Administrateur unique de la société le 15 décembre 2014

Il résulte de la résolution:

Le transfert, avec effet immédiat, du siège social de la société de son adresse actuelle au 23, rue de Koerich L-8437 Steinfort

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015055986/15.

(150063782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

Santa Barbara Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-7257 Walferdange, 2, Millewee.

R.C.S. Luxembourg B 119.910.

Il résulte d'une convention de cession de parts sociales en date du 31 Mars 2015 que les 500 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25, détenues par Osprey Nominees Limited, 24, De Castro Street, Wickhams Cay 1, Road Town, bâtiment Akara Bldg, BVI - Tortola, immatriculé avec le numéro 1582254, ont été cédées avec effet immédiat à Pinnacle Developments Limited, Columbia House, 10 The Parade, St Helier, Jersey JE2 3QP.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Walferdange.

Un agent domiciliaire

Référence de publication: 2015055987/15.

(150063625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

SCI Kise, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-3541 Dudelange, 116, rue de la Paix.

R.C.S. Luxembourg E 4.692.

DISSOLUTION

L'an deux mille quinze,

Le trente-et-un mars,

Par-devant Maître Carlo GOEDERT, notaire de résidence à Dudelange.

Ont comparu:

1) Monsieur Pascal SEGUY, gérant, né à Longeville-lès-Metz (France) le 10 février 1960, demeurant à L-3541 Dudelange, 116, rue de la Paix; proprétaire de quatre-vingt-dix-neuf (99) parts de la Société «SCI KISE», nommée ci-après;

2) Monsieur Alexandre SEGUY, employé, né à Metz (France) le 31 mai 1993, demeurant à F-57155 Marly, 1/A rue Ugo Anzile, Résidence Le Lancaster, propriétaire d'une (1) part de la Société «SCI KISE», nommée ci-après;

représenté par Monsieur Pascal SEGUY, préqualifié, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

Lesquels comparants ont exposé au notaire instrumentant, qu'ils sont les seuls associés de la société civile «SCI KISE», établie et ayant son siège social à L-3541 Dudelange, 116, rue de la Paix, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro E 4692, constituée suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, en date du 6 février 2012, publié au Mémorial C numéro 754 du 21 mars 2012,

Ensuite les comparants ont requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit les déclarations et constatations:

I.- Que la société civile "SCI KISE", établie et ayant son siège social à L-3541 Dudelange, 116, rue de la Paix, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro E 4692, a été constituée suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, en date du 6 février 2012, publié au Mémorial C numéro 754 du 21 mars 2012.

II.- Que le capital social de la société civile "SCI KISE", préqualifiée, s'élève actuellement à mille Euros (€ 1000.-), représenté par cent (100) parts d'une valeur nominale de dix Euros (€ 10.-) chacune, entièrement libérées.

III.- Que les associés déclarent avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite société "SCI KISE".

IV.- Que les comparants sont propriétaires de toutes les parts de la susdite société, et qu'en tant qu'associés ils déclarent expressément procéder à la dissolution de la susdite société.

V.- Que les comparants déclarent que les dettes connues seront payées et en outre qu'ils prennent à leur charge tous les actifs, passifs et engagements financiers, connus ou inconnus, de la société dissoute et que la liquidation de la société est achevée sans préjudice du fait qu'ils répondent personnellement de tous les engagements sociaux.

VI.- Que décharge pleine et entière est accordée au gérant de la société dissoute pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

VII.- Qu'il a été procédé à l'annulation des parts, le tout en présence du notaire instrumentant.

VIII.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans à L-3541 Dudelange, 116, rue de la Paix

DONT ACTE, fait et passé à Dudelange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant et mandataire, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. SEGUY, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 03 avril 2015. Relation: EAC/2015/7805. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 08 avril 2015.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2015055990/52.

(150063454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.
